

Université de Montréal

Identité et immigration au Japon

Par
Marie-Claude Champagne

Études internationales
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en études internationales

Mars 2015

© Champagne, Marie-Claude, 2015.

Résumé

Dans le contexte actuel de la mondialisation, l'immigration a un impact sur la question identitaire des pays d'accueil et bien que l'exemple du Japon ne soit pas un cas isolé, il comporte tout de même ses particularités. En effet, il est curieux de voir un pays de l'OCDE avec un si bas taux d'immigration, d'autant plus que le vieillissement de sa population le place au cœur de cette problématique. De plus, le cas du Japon est particulièrement intéressant dans la mesure où la question de l'homogénéité ethnique et culturelle, présentée par le *nihonjinron*, est centrale dans la définition de l'identité nationale. C'est donc en s'appuyant sur la théorie des communautés imaginées d'Anderson et sur la théorie des frontières ethniques de Barth qu'ont été analysés de nombreux ouvrages et articles d'ordre analytique et idéologique afin de démontrer l'influence que le maintien d'une identité nationale forte peut avoir sur le développement et la mise en place de politiques d'immigration au Japon. Ainsi, après avoir passé en revue les origines et l'évolution du peuple japonais moderne, autant sur le plan politique, éducatif, social, qu'économique et en présentant le développement des politiques migratoires jusqu'à aujourd'hui, il est possible de voir à quel point la question identitaire est profondément ancrée et soutenue par les élites du pays et que cela mène par conséquent à des politiques d'immigration strictes et contraignantes.

Mots clés : Japon, nationalisme, immigration, *nihonjinron*, politique, éducation, gestion

Abstract

In the current context of globalization, immigration has an impact on the question of national identity in host countries. Although Japan is not an isolated case, it still has its own particularities. Indeed, it is surprising to see an OECD country with such a low rate of immigration. All the more so, since it has an aging population. In addition, Japan's case is also interesting in that the issue of ethnic and cultural homogeneity, presented in *nihonjinron*, is central to its definition of national identity. Therefore, the goal of this paper, based on Anderson's theory of imagined communities and on Barth's theory of ethnic boundaries, is to analyze numerous ideological and analytical books and articles to demonstrate the impact that maintaining a strong national identity can have on the development and implementation of immigration policies in Japan. The following research assesses the origins and evolution of modern Japanese society from a political, educational, social and economic point of view and presents the development of migration policies up until today. In the light of the latter, it is possible to see how the question of identity is deeply rooted and supported by the country's elites and how it consequently leads to strict and restrictive immigration policies.

Key words : Japan, nationalism, immigration, *nihonjinron*, politics, education, management

Table des matières

Introduction.....	v
Chapitre 1: La méthodologie	4
Les théories.....	4
Les thèmes	8
Le nihonjinron.....	8
Les politiques identitaires	11
La langue.....	12
Les médias.....	13
Le groupisme	14
L'immigration.....	15
Chapitre 2 : Les politiques et l'éducation.....	17
L'avant-guerre (1868-1940).....	17
La Restauration Meiji (1868-1911).....	17
Le système d'éducation	20
L'après-guerre (1945 -)	24
L'occupation américaine (1945-1952)	24
Les nouvelles réformes.....	25
Le système d'éducation	30
L'éducation et la socialisation	31
Conclusion	33
Chapitre 3 : L'aspect social.....	35
Le contexte actuel	35
L'influence persistante du <i>nihonjinron</i>	37
La langue	38
Le collectivisme au Japon	39
Le cadre officiel	39
Le cadre personnel	41
Le concept d' <i>amae</i>	42

L'autocritique.....	45
Le contrôle social.....	46
Conclusion	49
Chapitre 4 : L'économie et la gestion.....	51
Le contexte économique	51
Le marché du travail.....	53
Les conditions des femmes	54
Les conditions des jeunes.....	57
Le modèle de gestion selon le <i>nihonjinron</i>	59
Conclusion	65
Chapitre 5 : L'immigration.....	768
Le survol historique.....	68
Les réformes politiques.....	69
Le visa de stagiaire.....	72
Le visa d'étudiant.....	72
Le visa du divertissement.....	73
Une tentative de réforme	73
La réalité de la situation	74
La nationalisation des immigrants.....	80
Les opinions de l'élite sur l'immigration.....	82
Conclusion.....	85
Conclusion.....	88
Bibliographie.....	89
Livres.....	89
Articles	98
Ressources en ligne.....	101

Remerciements

Ce projet de maîtrise s'est avéré être un des plus longs et importants défis que j'ai eu à surmonter et pour ce, je voudrais remercier mon directeur, Bernard Bernier, pour les bons conseils et particulièrement ma famille pour la patience et le support.

Introduction

Aujourd'hui, la question de l'immigration est de plus en plus présente dans nos vies compte tenu de l'importance de la mondialisation qui concourt à amplifier le phénomène. L'internationalisation de la main-d'œuvre en est l'exemple parfait. Il est désormais plus facile que jamais de se déplacer et l'immigration est un phénomène incontournable. Toutefois, les opinions varient parfois largement entre les pays, tout dépendant de la dynamique des flux, des caractéristiques mêmes du système d'immigration et des expériences passées des pays en la matière. Les opinions varient également en fonction des facteurs individuels, économiques, démographiques, culturels et politiques¹. De ce fait, plusieurs groupes de population sont susceptibles d'adopter des positions différentes sur la question de l'immigration, car ils se distinguent par rapport à leur façon dont ils valorisent notamment la diversité culturelle.

Ainsi, de nombreuses politiques ont été mises en place dans divers pays afin de mieux gérer la situation. En effet, la question de la régulation est importante, et l'on assiste à un développement sans précédent de dispositifs juridiques et de systèmes réglementaires par les États. Certains d'entre eux ont mis en place des mesures visant à améliorer l'intégration sociale des immigrants. De plus, un peu partout à travers le monde, les pays tentent de lutter contre la discrimination et la radicalisation. Mais nombre de ces politiques sont restrictives et proviennent donc d'une méfiance face au monde extérieur, mais portent également sur des questionnements territoriaux et sur des interrogations identitaires. Effectivement, les

¹ SOPEMI. *Perspectives des migrations internationales*. 2010, p.162.

différentes formes culturelles dans le monde sont présentement remises en question à cause de toute cette circulation d'idées, de biens et de services². Les migrations modifient la nature des sociétés, car elles les entraînent dans des processus de métissages intenses qui transforment à leur tour l'identité collective souvent à l'insu de tous. Les métropoles changent et se diversifient sous l'effet de la mondialisation, modifiant alors le paysage urbain autrefois plus homogène. La perte des repères habituels perturbe les identités sociales et culturelles traditionnelles dans les sociétés d'accueil.

Le Japon est donc loin d'être un cas isolé sur cette question, mais il comporte tout de même ses particularités. Face à cette situation, il est en effet curieux de voir ce pays de l'OCDE avec un si bas taux d'immigration à l'ère de la mondialisation. De plus, le vieillissement de sa population le place au cœur de cette problématique et, à l'heure actuelle, un nombre important de questionnements émergent au sein de cette société. La question identitaire reste donc majeure. Et le cas du Japon est particulièrement intéressant dans la mesure où la question de l'homogénéité ethnique et culturelle est centrale dans la définition de l'identité nationale. L'isolement géographique de l'archipel serait un facteur qui viendrait renforcer cette vision et aurait permis à cette société d'évoluer de manière unique. En effet, selon plusieurs, cette nation ne serait pas gênée par des inégalités sociales apparentes et des différences culturelles majeures, donc par la diversité ethnique et de classes qui caractérisent la majorité des pays industriels³. De plus, une des croyances les plus persistantes est l'idée selon laquelle le Japon n'aurait jamais été une nation ayant une

² Gildas Simon. *La planète migratoire dans la mondialisation*. 2008, p.189.

³ John Lie. *Multiethnic Japan*. 2001, p.49.

histoire d'immigration⁴. L'homogénéité culturelle relative est clairement représentée par le fait que seulement 1,6% des habitants soit des étrangers⁵ sur une population d'environ 127 millions. Par ailleurs, les dirigeants japonais ont longtemps eu comme pratique d'ignorer l'existence de cette immigration et le peu d'étrangers présents ont longtemps été confinés à des quartiers officiellement désignés et en retrait de la population.

À la suite de ces constatations on peut se demander : comment l'identité nationale japonaise influence-t-elle réellement les politiques d'immigration ?

Pour répondre à cette question efficacement, le présent travail sera divisé en cinq chapitres. Le cadre théorique ainsi que les grands thèmes de la recherche seront présentés dans un premier chapitre méthodologique pour ensuite faire place aux chapitres de développement portant respectivement sur la politique et l'éducation, le social, l'économie et la gestion et finalement sur l'immigration au Japon ce qui permettra de mettre en lumière l'état et les fondements de la nation japonaise pour ainsi répondre à la question de recherche et prouver l'hypothèse avancée au début du travail.

⁴ Mike Douglass and Glenda S. Roberts (eds.). *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.11.

⁵ Peng Er Lam. "Internationalisation and Immigration: Coping with the Aging Population Problem in Japan". *East Asian Policy*, vol.1, no.3, 2009, p.82.

Chapitre 1 : La méthodologie

Les théories

Le présent travail de recherche se base donc sur deux théories complémentaires. La première, plus importante, porte sur le développement et la construction des nations et du nationalisme selon Anderson. La seconde, porte essentiellement sur la délimitation et le maintien des frontières entre les différentes nations selon Barth.

Ainsi, Anderson, issu de l'école des constructivistes du nationalisme, dans la même veine qu'Hobsbawn et Gellner, postule que les nations ainsi que le nationalisme sont en fait des produits de la modernité et ont été créés à des fins politiques et économiques. Cette école se trouve en opposition à celle des primordialistes, qui, quant à eux, croient que les nations, voire même le nationalisme, existent depuis les débuts de l'humanité. Pour sa part, Anderson a établi que le phénomène du nationalisme est construit et historique, et non pas naturel et éternel. Dans son plus important ouvrage intitulé *L'imaginaire national*, la nation est présentée comme suit: « Dans un esprit anthropologique, je proposerai donc de la nation la définition suivante : une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine.»⁶ Donc, s'il est largement reconnu que les États-nations sont historiques et sont récents en tant qu'entités, les nations

⁶ Benedict Anderson. *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. 2002, p.19.

auxquelles ils donnent une expression politique paraissent quant à elles surgir d'un passé immémorial et surtout, semblent promises à un avenir illimité.⁷

Toujours selon Anderson, une communauté imaginée est différente d'une communauté réelle, en ce qu'elle n'est pas basée sur l'interaction directe et quotidienne de ses membres. En effet, elle est imaginée parce que les membres de la plus petite nation ne connaîtront jamais la plupart de leurs confrères, ne les rencontreront jamais, ou même n'en entendront jamais parler, mais chacun vit l'image de leur communion. Ainsi, selon lui, toutes communautés plus grandes que les « villages primordiaux », où les contacts sont directs, sont imaginées. « Ces communautés se distinguent, non pas par leur fausseté ou leur authenticité, mais par le style dans lequel elles sont imaginées »⁸. Les médias participent également à la création de ces communautés imaginées, en ciblant généralement un public de masse. En effet, les nouvelles formes de communication du XVIIIe siècle comme le roman et la presse ont fourni les moyens techniques de « re-présenter » le genre de communauté imaginée qu'est la nation⁹.

Ces communautés imaginées sont limitées. La nation est perçue comme limitée car même les plus grandes d'entre elles ayant des populations de plus d'un milliard d'habitants ont des frontières délimitées, quoique parfois élastiques, au-delà desquelles se trouvent d'autres nations. Aucune nation ne s' imagine comme étant « coextensive » avec le reste de l'humanité. Chacune d'entre elles est une unité à part entière. En effet, d'après Anderson, les plus messianiques des nationalistes ne

⁷ Benedict Anderson. *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. 2002, p.25.

⁸ *Ibid.*, pp.19- 20.

⁹ *Ibid.*, p.37.

rêvent pas d'un jour où tous les membres de la race humaine se joindront à leur nation de la même façon dont il a déjà été possible, à certaines époques, pour les chrétiens, par exemple, de rêver d'une planète entièrement chrétienne¹⁰.

Pour Anderson, la nation est aussi souveraine, car ce concept est issu du siècle des Lumières et de la Révolution française qui mettent fin à la légitimité des pouvoirs dynastiques d'origine divine. Les nations rêvent alors d'être libres. Et l'État souverain est l'emblème de cette liberté¹¹.

Ce tout est imaginé en tant que communauté, car indépendamment des inégalités réelles et de l'exploitation qui demeurent, la nation est toujours conçue comme porteuse d'une profonde camaraderie au sein de ses membres. Ultimement, c'est cette fraternité qui rend possible pour des millions de personnes, non pas tant de tuer, mais de mourir pour ces perceptions de leur nation aussi limitées soient-elles. Pour Anderson, ces morts nous confrontent directement au problème central posé par le nationalisme : « D'où vient que l'imaginaire étriqué de l'histoire récente engendre des sacrifices aussi colossaux ? À mon sens, on trouvera un commencement de réponse dans les racines culturelles du nationalisme. »¹²

Le concept des communautés imaginées demeure encore pertinent aujourd'hui. En effet, on peut constater la façon dont les États-Nations encadrent et définissent leur identité et l'influence que cette identité peut avoir sur le développement de leurs politiques internes et externes, comme c'est le cas des

¹⁰ Benedict Anderson. *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. 2002, p.20.

¹¹ *Ibid.*, pp.20-21.

¹² *Ibid.*, p.21.

politiques d'immigration et d'intégration des étrangers. Par ailleurs, il faut comprendre que les langues vernaculaires furent d'une importance capitale dans la formation des premières consciences nationales en créant un sentiment d'appartenance et en marquant une forte distinction entre le nous et les autres¹³. Or, l'émergence du nationalisme était associée aux élites ou aux classes dirigeantes qui mobilisaient et instrumentalisaient les masses à leurs propres fins.

Quant à la seconde théorie basée sur les frontières ethniques, Barth dans *Les groupes ethniques et leurs frontières* affirme qu'il y a un maintien des frontières malgré les flux de personnes et que les distinctions de catégories ethniques ne dépendent pas d'une absence de mobilité ou de contacts, mais impliquent plutôt des processus sociaux d'exclusion et d'incorporation par lesquels des catégories se maintiennent. Ainsi, les différences culturelles peuvent persister malgré le contact inter-ethnique et l'interdépendance entre les groupes¹⁴. Par ailleurs, si un groupe est capable de maintenir son identité lorsqu'il entre en interaction, cela signifie qu'il y a des critères qui permettent de déterminer l'appartenance, ainsi que des façons de rendre manifestes l'appartenance et l'exclusion¹⁵. Cette frontière ethnique a une nette influence sur la vie sociale et suppose une organisation très complexe des comportements et des relations entre les individus, si bien qu'il est possible de croire qu'ils hésitent à adopter de nouvelles conduites de peur qu'elles ne conviennent pas à

¹³ Benedict Anderson. *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. 2002, p.50.

¹⁴ Fredrick Barth. *Les groupes ethniques et leurs frontières*. 1995, pp.204-205.

¹⁵ *Ibid.*, p.213.

leur identité à cause de contraintes qu'ils perçoivent dans les rôles qu'ils doivent jouer¹⁶.

Le maintien de ces frontières est dû entre autres à la présence d'une élite qui cherche à mettre l'accent sur l'identité ethnique et une bonne part de l'activité de ces « innovateurs politiques » est consacrée à la codification des idiomes. Ce sont ces derniers qui effectuent « la sélection des signaux de l'identité et l'affirmation de la valeur de ces traits culturels ainsi que la suppression d'autres différences ou le déni de leur pertinence ». « Ils prêtent également beaucoup d'attention à la revitalisation de certains traits culturels traditionnels choisis et à l'instauration de traditions historiques pour justifier et glorifier les idiomes et l'identité »¹⁷.

La persistance de l'unité ethnique en situation de contact dépend de la persistance de ces traits culturels différenciateurs. Aussi, « sa continuité dans le temps peut être spécifiée à travers les changements que connaît l'unité, du fait de modifications dans les traits culturels différenciateurs définissant la frontière »¹⁸. Ainsi, la substance culturelle d'un groupe ethnique peut varier et changer à travers le temps indépendamment du maintien de la frontière.

Les thèmes

Le nihonjinron

À la suite de la lecture des théories d'Anderson et de Barth, de nombreux ouvrages et articles d'ordre analytiques et idéologiques ont été lus et annotés.

¹⁶ Fredrick Barth. *Les groupes ethniques et leurs frontières*. 1995, p.217.

¹⁷ *Ibid.*, p.244.

¹⁸ *Ibid.*, p.248.

Plusieurs thèmes récurrents ont été retenus auprès de différents auteurs. Le thème central duquel d'autres thèmes découlent est celui du *nihonjinron*. Des idéologies nationalistes développées au cours des XVIIIe et XIXe siècles ont servi de base à ce discours contemporain sur l'identité nationale au Japon¹⁹. Selon Befu, il s'agirait de la vision du monde de la classe moyenne et l'idéologie de monsieur tout le monde²⁰. De ce fait, le *nihonjinron* est un discours qui tend à vouloir démontrer les différences et les spécificités culturelles japonaises en opposition à d'autres cultures et ainsi tenter d'établir l'identité culturelle du pays, comme c'est le cas de BenDasan, auteur d'un des best-sellers, *The Japanese and the Jews* (1970) ou encore de celui de Benedict, *The Chrysanthemum and the Sword* (1946) qui compare les Japonais aux Occidentaux. La littérature du *nihonjinron* est très vaste et aborde bien des aspects de la culture japonaise, allant de l'architecture à l'écologie en passant par la psychologie du Japonais. Le fait qu'une partie de ces ouvrages ait été rédigée en Japonais sans nécessairement avoir été traduit en anglais ou en français limite l'accès à certaines interprétations ou informations pertinentes. Somme toute, de nombreux classiques et autres livres et articles d'origine occidentale sur le *nihonjinron* et le nationalisme japonais sont accessibles et ont rendu ce travail malgré tout possible et d'actualité.

Ainsi, ce courant est un exemple parfait de nationalisme culturel, et quoiqu'il tire ses racines du nationalisme défini par les élites de la période Edo (1603-1868) comme l'érudit Motoori Norinaga, le *nihonjinron* est demeuré essentiellement intellectuel. En effet, selon Yoshino, dans *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*, bien que les auteurs du *nihonjinron* ne soient pas tous des chercheurs

¹⁹ Chris Burgess. *Maintaining identities*. 2011, p.4.

²⁰ Kazufumi Manabe and Harumi Befu. « Japanese Cultural Identity: An Empirical Investigation of *Nihonjinron* ». *Japan Studien*, no.4, 1993, p.89.

universitaires, ils demeurent des intellectuels ; plusieurs occupent différentes professions, comme journalistes, critiques, écrivains et même économistes²¹. Par ailleurs, on retrouve deux groupes de premier plan au sein du nationalisme culturel : d'une part des intellectuels ou des élites, qui formulent des idées sur l'identité culturelle de la nation, et d'autre part, une intelligentsia qui répond à ces idées et les ramène à ses propres intérêts sociaux, économiques, politiques ou autres²². Ce rôle qu'ont les intellectuels d'explorer et d'articuler les idées sur la distinction nationale fait partie intégrante du nationalisme culturel²³. Il est donc question d'une réflexion, au niveau national, sur l'unicité et l'homogénéité de la société japonaise en continu, même en périodes de conflits. Pour l'auteur McVeigh, les *nihonjinron* d'avant-guerre et d'après-guerre ont en commun qu'ils s'appuient tous deux de manière importante sur les sentiments primordiaux inhérents à la supposition que l'essence ethnique japonaise est basée sur le sang, la pureté de la race, la langue et le mystique²⁴.

De ce fait, le mythe central du *nihonjinron* qui prétend à l'homogénéité du peuple japonais repose sur différents aspects. Tout d'abord, l'État aurait uniquement été formé par l'ethnie japonaise qui partage le même langage et la même culture. Ensuite, depuis les temps anciens, seule l'ethnie japonaise, appartenant à la même et unique lignée, aurait vécu sur l'archipel. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, d'autres éléments se sont ajoutés au mythe. En premier lieu, et ce, depuis toujours, le Japon aurait été une nation agricole et pacifique, n'ayant connu aucune dispute avec les peuples extérieurs. En second lieu, la famille impériale, qui n'a

²¹ Kosaku Yoshino. *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. 1992, p.9.

²² *Ibid.*, p.39.

²³ *Ibid.*, p.44.

²⁴ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying identity*. 2004, p.187.

jamais été soumise aux puissances étrangères, aurait été le symbole de ce peuple pacifique et de l'unité culturelle de la communauté japonaise. Et en dernier lieu, le peuple japonais, isolé sur son archipel, n'aurait donc pas eu beaucoup de contacts avec l'extérieur et n'aurait donc pas développé d'habiletés en diplomatie et en matière de combats. Ainsi, de par son isolement et son homogénéité, historiquement, la population japonaise, aurait toujours été pacifique, ignorant ainsi, entre autres, les agressions de la Seconde Guerre mondiale.²⁵ Cette construction fait du *nihonjinron*, selon Befu (2001), une sorte de « religion civile » de la japonicité. En effet, ce courant réussit à remplir une forme de fonction religieuse car il procure une orientation normative, justifie des actions et met en ordre le monde extérieur²⁶.

Les politiques identitaires

Disons d'entrée de jeu que le développement de la politique moderne japonaise tire ses racines à l'ère Meiji. Lors de la restauration de 1868, un nouveau système politique d'inspiration occidentale fut mis en place afin de pouvoir rivaliser sur le plan international. Les auteurs Takii et Noble et Dufourmont se sont penchés, entre autres, sur le sujet de la première Constitution japonaise, la Constitution Meiji, dans les ouvrages *The Meiji Constitution* (2007) et *Histoire politique du Japon* (2012). Ils y présentent la vision des fonctionnaires sur le développement d'un sentiment national japonais à la grandeur de la population à l'aide d'une Constitution et d'un tout nouveau système d'institutions politiques nationales. Ces politiques ainsi que le système d'éducation mis en place à cette époque furent le pivot de la

²⁵ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying identity*. 2004, p.207.

²⁶ *Ibid.*, p.268 et 269.

construction nationale selon Leclercq dans *Éducation et société au Japon*. Le Rescrit de l'Éducation était en fait un des plus grand canons du *nihonjinron* avant 1945.

Les symboles nationaux comme le drapeau, l'hymne national ou la famille impériale ont également eu un important rôle à jouer dans la définition de la culture japonaise jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, les politiques nationalistes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle ont connu des changements majeurs à la suite de la défaite aux mains des américains en 1945. Befu affirme, dans *Hegemony of Homogeneity* (2001), que l'institution impériale fut mise de côté et une importante période de remise en question eut lieu afin de retirer du *nihonjinron* tout aspect lié au militarisme. Cette flexibilité au niveau du contenu est ce qui a rendu le discours du *nihonjinron* si pratique. Il a pu être manipulé selon les besoins de l'époque, tout en maintenant les fondements de l'unicité ethnique et c'est ce qui se produisit lors de l'essor économique des années 1955 à 1990.

La langue

D'après plusieurs auteurs, présenté dans l'ouvrage de Befu (2001), comme Kindaichi Haruhiko et Tsunoda Tadanobu, la langue a une importance particulière dans la définition de l'identité japonaise et son lien avec les rapports sociaux est un autre élément qui fait de la société japonaise une société à part. En effet, la langue est au cœur du *nihonjinron*, car elle est unique, isolée ; elle n'est parlée que par les Japonais et est en lien direct avec les structures sociales, la personnalité, l'éthique et l'esthétique. Kamata (1993) et Fukutake (1989) rapportent d'ailleurs les éléments particuliers de la grammaire japonaise et expliquent en quoi nombre de ses éléments

sont difficilement traduisibles, venant ainsi appuyer l'idée que la langue japonaise n'est véritablement accessible qu'au Japonais eux-mêmes et par le fait même à la culture qui s'y rattache.

Les médias

Les médias jouent également un rôle important dans la dissémination du *nihonjinron*, de son discours identitaire, et dans la distinction entre le nous et les autres. Il est abordé partout, dans les livres, les magazines, les journaux, à la télévision et à la radio et dans des cours universitaires²⁷. Befu affirme d'ailleurs, dans *Hegemony of Homogeneity* (2001), que les intellectuels sont des leaders d'opinions respectés et suivis par la population et que des versions simplifiées du discours du *nihonjinron* sont facilement accessibles, les ouvrages ne coûtant souvent pas plus de dix dollars. Mis à part l'influence des médias écrits, la télévision a un aspect homogénéisant majeur depuis son apparition. En effet, dans *An Introduction to Japanese Society* (2010), Sugimoto affirme que le fait que toute une population ait accès aux mêmes sources d'informations crée une vision homogène de la société et de ses menaces réelles ou imaginées, comme pour le cas du portrait plutôt négatif dépeint des étrangers. Or, cela est en grande partie dû au fait de la centralisation des maisons d'éditions et des réseaux de télévisions comme NHK, le plus important du pays.

²⁷ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.46.

Le groupisme

Par ailleurs, lorsqu'il est question de la structure sociale particulière du Japon, aucune caractéristique n'est plus pertinente que celle du groupisme. Des auteurs comme Watsuji (Befu, 2001) trouvent les origines du groupisme dans la vie rurale et d'autres, comme Nakane, dans *La société japonaise* (1974), se contente d'en définir clairement les plus importants critères, comme la hiérarchie et l'harmonie sociale. Certains auteurs, comme Doï (1988), à travers son concept du *amae*, présenté comme une forme de dépendance, vont même jusqu'à faire du groupisme un aspect inhérent de la personnalité des Japonais. Toujours dans son ouvrage *Hegemony of Homogeneity* (2001), Befu affirme que c'est également à partir de cette caractéristique que les chercheurs ont analysé, non seulement la famille, mais aussi la relation maître-disciple et, surtout, l'organisation des entreprises japonaises. Ainsi, le modèle de gestion japonais, auquel on attribue la réussite économique du pays, serait formé de trois piliers organisationnels centraux, plus communément appelés « les trois trésors sacrés » : l'emploi à vie, la promotion à l'ancienneté et le syndicalisme d'entreprise²⁸. Derrière ses trois piliers, on retrouve d'autres éléments du groupisme japonais comme le communautarisme, la confiance mutuelle, l'accent mis sur l'harmonie et l'effort, et la prise de décision en groupe²⁹. La structure sociale japonaise priorise donc le groupe à l'individu. Selon Nishida Kozo (Befu, 2001), spécialiste en gestion, cette cohésion sociale comporte trois éléments : la supposition de la nature uniforme des individus, étroitement liée à la notion de l'homogénéité ethnique et culturelle, le sentiment d'appartenance à son groupe, et comme

²⁸ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.24.

²⁹ *Ibid.*, p.24.

mentionné précédemment, la priorité du groupe sur l'individu³⁰. C'est à travers le groupe que les Japonais accomplissent leurs objectifs, car l'objectif du groupe est aussi le leur. Ce sont tous ces éléments socio-culturels qui permettraient de créer un sentiment d'exclusivité et d'appartenance collective, et ce, malgré l'étendue de la nation et les spécificités régionales. Selon Ike Nobutaka (Befu, 2001), politologue, comprendre cette structure sociale est essentiel afin de comprendre les processus politiques du Japon.

L'immigration

Dans un monde de plus en plus globalisé, il paraît impossible d'empêcher les mouvements de populations, mais le maintien des frontières et de l'identité nationale est perçu comme essentiel par les autorités. Dans le cas du Japon, deux visions s'affrontent quant au niveau d'ouverture réel du pays face aux étrangers. Tout d'abord, certains auteurs comme Akashi (2011) et Murphy-Shigematsu (2004) affirment que, malgré le caractère imparfait des politiques, elles vont en s'améliorant et mènent à une plus grande ouverture du pays à l'immigration. En effet, ces auteurs affirment que, bien que la diversité ethnique pose bien des défis au peuple japonais, le changement est inévitable et le pouvoir de l'immigration transforme et transformera davantage le Japon en une société multiculturelle³¹. Selon eux, bien qu'il reste des ajustements à faire quant à de meilleures conditions de travail et d'intégration, les politiques d'immigration se sont assouplies depuis les vingt-cinq dernières années au Japon, légalisant davantage la venue de travailleurs immigrants

³⁰ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.27.

³¹ Stephen Murphy-Shigemitsu. "Ethnic diversity, Identity and Citizenship in Japan". *Harvard Asia Quarterly*, vol.6, no.4, Winter 2004. p.56.

en son sol. D'autres auteurs comme Lam (2009) et Burgess (2011) affirment que, bien que des changements aient été apportés, le Japon demeure un pays fermé et réticent face à l'immigration et quoique le nombre d'étrangers au Japon ait augmenté, il reste qu'ils ne constituent qu'un faible pourcentage de la population résidente totale. La question du maintien de l'identité supplante celle d'une plus grande ouverture des frontières.

En conséquence, les thèmes présentés dans ce chapitre, en lien avec les théories d'Anderson et de Barth, mènent à l'hypothèse suivante : l'insistance sur le maintien et la protection de l'identité nationale japonaise mène à des politiques d'immigration strictes et contraignantes.

Chapitre 2 : Les politiques et l'éducation

L'avant-guerre (1868-1940)

La Restauration Meiji (1868-1911)

À l'ère Meiji, d'importantes réformes eurent lieu, et ce, à tous les niveaux. En effet, le nouveau gouvernement sentait un besoin urgent de moderniser le pays, et pour ce faire, le Japon avait grand besoin d'avoir accès à une large population alphabétisée afin de profiter de l'important bassin de connaissances occidentales pour bâtir une société capitaliste industrialisée. C'est également à cette époque que furent jetées les bases du nationalisme japonais moderne à l'aide de tout un nouveau système d'institutions nationales. En effet, l'objectif était d'institutionnaliser cet esprit d'indépendance nationale face à la menace extérieure. Pour les ministres Iwakura, Inoue et Ito, la mise en place d'une Constitution était un processus essentiel et évident. Pour ces dirigeants, la constitution nourrissait l'esprit national et le sentiment d'unité de la population, encourageait l'autonomie individuelle des classes dirigeantes et renforçait le pouvoir de la nation³². Par ailleurs, le progrès ne résidait pas dans le rejet systématique du passé, mais plutôt dans le maintien des traditions tout en allant progressivement de l'avant.

Ainsi, la particularité de la Constitution de 1889 et la place spéciale accordée à l'empereur se résument dans l'article 1 qui le présente comme le descendant d'un dieu et d'une lignée continue, d'où sa nature sacrée et inviolable dans l'article 3.

³² Kazuhiro Takii and David Noble. *The Meiji Constitution*. 2007, p.33.

Quinze autres articles définissaient également la place du souverain dans le régime. L'article 4, par exemple, faisait de lui le détenteur de la souveraineté. De ce fait, la Constitution était présentée comme une concession au peuple. L'article 55, quant à lui, ne donnait de pouvoir légal aux ordres impériaux que s'ils étaient contresignés par un ministre d'État nommé par l'empereur. Selon l'article 11, ce dernier était fait chef des armées et en vertu d'autres articles, il disposait d'un droit de veto et ne pouvait déléguer ses pouvoirs. Les ministres n'étaient responsables que devant lui, car leur fonction était de l'assister. L'empereur disposait également du pouvoir législatif, sanctionnait les lois, les promulguait et ordonnait leur application. C'était lui qui nommait les présidents des deux chambres et convoquait la Diète. De plus, il pouvait légiférer par ordonnances et suspendre les libertés concédées³³.

Toutefois, malgré son pouvoir en apparence illimité, en réalité, l'empereur ne décidait de rien. En effet, les dirigeants Inoue et Ito refusèrent que l'empereur préside le conseil des ministres, le gardant ainsi à l'écart de la politique. L'article 55 ne fut donc pas respecté dans son entièreté. C'était ces hommes, anciens samouraïs des clans Choshu et Satsuma qui étaient les véritables détenteurs du pouvoir. Surnommés « anciens » (*genrô*), ils soumettaient l'empereur à leurs choix et à ceux du premier ministre³⁴. Il n'en demeurait pas moins qu'à leurs yeux, l'empereur était l'aspect unique et distinctif de la Constitution japonaise.

Cependant, l'idée d'État-nation n'allait pas de soi, et ce, malgré l'unité ethnique qu'avaient permise l'insularité et la fermeture du pays sous les Tokugawa. Le mot nation n'existait pas dans la langue japonaise et modifier les anciennes

³³ Eddy Dufourmont. *Histoire politique du Japon*. 2012, pp.99-100.

³⁴ *Ibid.*, p.102.

allégeances aux seigneurs féodaux en piété filiale envers l'empereur ne serait pas chose facile. Mais la popularité des festivals au sein des communautés a facilité la participation de masse aux célébrations de la Constitution et à l'émergence d'une nouvelle communauté nationale concentrée autour de l'empereur. C'est à ce moment-là qu'apparurent de nouveaux symboles nationaux, comme les drapeaux, les portraits des différents membres de la famille impériale et l'hymne national *kimi ga yo*. Ces derniers se combinèrent aux objets et musiques des festivals et avec le temps, la population finit par oublier la nouveauté de ces éléments cérémoniels et les intégra sans problème à la tradition³⁵.

Par ailleurs, c'est par l'éducation qu'il serait possible de briser les anciennes structures féodales qui prévalaient jusqu'alors, de forger un consensus national et de faire du peuple japonais, des citoyens serviteurs de l'empereur³⁶. C'est donc à enseigner le nouveau patriotisme et les nouvelles compétences, y compris dans la langue nationale standardisée, qu'allaient se consacrer les différents niveaux d'enseignement, surtout après 1885. L'école primaire demeurerait l'apanage de l'État, car c'est surtout à travers elle que serait diffusée l'idéologie officielle, concrétisée et matérialisée en 1890 dans le Rescrit sur l'Éducation qui va comme suit :

« À nos sujets, le fondateur de notre dynastie et nos ancêtres ont été les créateurs d'un Empire grandiose et les auteurs primordiaux de sa vertu. Nos sujets, grâce à l'excellence de leur loyauté et de leur piété filiale, ne font qu'une seule âme et, d'âge en âge, la splendeur de ces vertus s'en trouve accomplie et parfaite. C'est là la quintessence éclatante des principes fondamentaux de notre nation, et c'est là, aussi, la source profonde et véritable de l'éducation. Que nos sujets fassent preuve de piété filiale à l'égard de leur père et de leur mère, et d'affection à l'égard de leurs frères et sœurs; que l'harmonie règne entre mari et

³⁵ Elise K. Tipton. *Modern Japan : A Social and Political History*. 2008, pp.62-63.

³⁶ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.18.

femme, et la confiance entre compagnons: qu'ils manifestent amour et estime à tous, qu'ils se consacrent à l'acquisition des sciences et à l'exercice des arts, qu'ils épanouissent les facultés de leur entendement, qu'ils parachèvent leur talent et leur vertu, et par là qu'ils augmentent le bien commun d'ici-bas; que toujours ils honorent la Constitution, et obéissent aux lois, et que, si les circonstances l'exigent, qu'ils se sacrifient à l'État avec loyauté et courage; qu'ainsi, ils servent la prospérité de notre trône, qui est éternel comme le ciel et la terre. De la sorte ils n'agiront pas seulement comme de fidèles et loyaux sujets, mais ils illustreront brillamment les traditions léguées par leurs ancêtres. Telle est la voie, montrée par nos ancêtres impériaux, et que doivent suivre ensemble leur lignage et les sujets, qui est, en tout temps, en tout lieu, vraie et infaillible. Nous et vous, tous ensemble, en vénérant ces principes, atteindrons à la même vertu. Telle est Notre Volonté. »³⁷

Ce texte est une combinaison d'éléments du shintoïsme d'État, d'éthique confucéenne et d'une vision moderne de l'apprentissage³⁸. Conçue comme une véritable charte des devoirs à l'égard de l'Empereur et de l'État, il était ainsi affiché dans chaque classe et les écoliers se devaient de l'apprendre par cœur afin de s'imprégner des principes qui les guideraient toute leur vie durant : fidélité, respect, dévouement à la personne de l'Empereur, symbole de l'État et de la patrie.³⁹

Le système d'éducation

L'université de Tokyo fut la première université moderne du Japon, fondée en 1877 par le gouvernement Meiji. Elle regroupait en fait deux écoles issues du gouvernement shogunal précédent. L'école d'enseignement supérieure pour les filles fut créée la même année. De plus, l'éducation supérieure était réservée à l'élite et toutes les écoles n'avaient pas le même prestige. En effet, les écoles privées manquaient de financement contrairement aux écoles publiques. Ainsi, les

³⁷ Okubo Toshiaki. *Kindaishi Shiryô* (documents d'histoire moderne). 1965, p.425.

³⁸ Harumi Befu. *Japan, An Anthropological Introduction*. 1971, p.145.

³⁹ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.20.

institutions financées par le gouvernement avaient de meilleures facultés et attiraient les meilleurs élèves, ce qui a été le cas jusque dans les années 1970⁴⁰.

L'éducation primaire obligatoire de quatre ans pour tous, garçon et filles, a été établie en 1872. En 1907, la durée de l'enseignement obligatoire fut prolongée à six ans. À cette époque, le nombre d'écoles primaires avait dépassé les 25 000 sur l'ensemble du territoire japonais⁴¹. C'est tout au long de la période d'avant-guerre, que, dans ces établissements, les principes du Rescrit furent renforcés, particulièrement ceux de la soumission et de la vision hiérarchique de la société de plus en plus militarisée et autoritaire. En effet, les manuels de classes étaient soumis à de vigoureux examens et furent éventuellement tous édités par le ministère de l'Éducation alors devenu le seul dépositaire de la « vérité »⁴². Avec la montée du militarisme, les universités, terrain propice à l'éclosion du libéralisme et jusque-là peu touchées, ne furent pas épargnées. Les professeurs qui refusèrent de modifier le contenu de leur cours et de remplacer leurs pensées démocratiques devaient renoncer à leur poste ou risquer la prison.

Aussi, le nouveau système mis en place s'inspira d'anciennes écoles d'arts martiaux dans l'intégration des sports occidentaux durant l'ère Meiji en créant des clubs sportifs, aussi appelés *bukatsudô*. Ces clubs n'étaient pas uniquement perçus comme de simples sources de divertissements, mais également comme une source d'entraînement spirituel et de socialisation. Par ailleurs, le ministre de l'Éducation de l'époque, Mori Arinori écrit en 1882: « *If the body is strong, the spirit will advance*

⁴⁰ Harumi Befu. *Japan, An Anthropological Introduction*. 1971, p.145.

⁴¹ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...* 1993, p.75.

⁴² Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.23.

*of its own accord without flagging. Physical training is an indispensable element for character training.»*⁴³ Ainsi, la militarisation des clubs principalement instaurée dans les écoles élitistes servaient, à l'époque, selon le ministre, à éduquer les futurs dirigeants du pays. Les *bukatsudô* sont donc devenus une manière d'institutionnaliser les anciennes valeurs guerrières des samouraïs à l'intérieur du nouveau système d'éducation tout en renforçant du même coup les sentiments nationalistes⁴⁴. La forme de ces clubs, développés durant l'ère Meiji, se maintint tout au long de la période d'avant-guerre et jusqu'à un certain degré encore aujourd'hui avec, entre autres, de longues heures de pratiques.

Au début du XXe siècle, tout en maintenant les grands principes du Rescrit sur l'Éducation, le gouvernement décida d'apporter des changements au contenu des manuels scolaires. Effectivement, en 1907, on publia une nouvelle série de livres mettant moins l'emphase sur l'avancement personnel. L'exemple le plus probant de ce changement se retrouvait dans les leçons d'histoire portant sur Toyotomi Hideyoshi, l'un des grands unificateurs de la nation japonaise au XVIe siècle. La première série présentait l'homme comme un parfait exemple de réussite personnelle, passant d'un jeune garçon vivant dans la pauvreté à la gloire du pouvoir. La seconde série publiée en 1907, quant à elle, accordait plus d'importance à sa contribution à la prospérité de la famille impériale plutôt que sur ses exploits individuels. Des verbes plus passifs furent utilisés pour exprimer son enrichissement et sa prise de pouvoir, comme par exemple : « *pulled up* » au lieu de « *rose in the world* »⁴⁵, afin de

⁴³ Peter Cave. "Bukatsudô: The Educational Role of Japanese School Clubs". *Journal of Japanese Studies*, vol.30, no.2, Summer 2004, p.386.

⁴⁴ *Ibid.*, p.388.

⁴⁵ Elise K. Tipton. *Modern Japan : A Social and Political History*. 2008, p.91.

démontrer que son rang et sa gloire étaient des récompenses résultant de ses loyaux service et non pas de son pouvoir militaire. Une anecdote représentant Hideyoshi réchauffant les sandales de son seigneur Nobunaga avec son corps suggérait fortement, non seulement de la diligence et de la loyauté, mais peut-être aussi de l'avantage que l'on pouvait tirer d'être dans les bonnes grâces de son patron⁴⁶.

Dans les années 1930, les historiens qui soutenaient la guerre se mirent à leur tour à reconstruire le passé du Japon. Les ouvrages furent réécrits afin d'ignorer certains aspects des conflits passés comme leurs coûts tant financiers qu'en pertes de vies humaines, les dépeignant comme de glorieuses victoires. Les textes révisés permettaient également de justifier le désir de la mainmise du Japon sur la Manchourie en rendant la région le principal sujet du conflit russo-japonais en 1904-1905, alors qu'il s'agissait, en fait, principalement du contrôle de la Corée⁴⁷. En plus des modifications dans les livres d'histoire, la mobilisation spirituelle se fit plus systématique par la diffusion d'émissions de radio dans les écoles. De plus, en 1936, le ministère de l'Éducation introduisit un nouveau manuel d'éthique qui mettait l'emphase sur l'unicité du Japon. Et comme à l'époque, l'avance militaire en Chine, qui mena à la guerre en 1937, avait pris de nouvelles proportions, l'entraînement physique et militaire faisaient maintenant partie des journées d'écoles. Le judo et le kendo remplacèrent graduellement le baseball comme sport principal et les heures de cours furent également raccourcies afin de permettre aux élèves d'effectuer des tâches communautaires comme nettoyer les rues et amasser du charbon⁴⁸.

⁴⁶ Elise K. Tipton. *Modern Japan : A Social and Political History*. 2008, p.92.

⁴⁷ *Ibid.*, p.130.

⁴⁸ *Ibid.*, p.136.

L'après-guerre (1945 -)

L'occupation américaine (1945-1952)

À la suite de la défaite en 1945 aux mains des Américains, les forces d'occupation abolirent l'ancien régime et instaurèrent un système démocratique. L'Empereur perdit son statut divin, devenant une simple figure symbolique. Ainsi, le système d'éducation actuel du Japon a été mis en place en 1947 sous l'occupation et fondé sur le modèle américain à la suite des recommandations de la Commission américaine pour la réforme éducative. Les cours d'éthique furent entre autres abolis et l'enseignement obligatoire passa de six à neuf ans, soit six années de primaire et trois années de secondaire⁴⁹. De plus, l'accès à une meilleure et plus longue éducation pour les femmes était désormais possible. De nombreux nouveaux collèges et universités, autant publics que privés, ouvrirent leurs portes, permettant à beaucoup de diplômés du secondaire d'avoir accès à une formation supérieure. Par ailleurs, bien que l'opportunité pour une plus grande mobilité sociale ait existé avec la complexification du système scolaire ainsi qu'avec un nombre grandissant de formations disponibles à la population, l'éducation des différentes strates de la société, qui permit la promotion sociale dans la période de haute croissance, a tendu, depuis 1980, à maintenir les individus là où ils étaient. En effet, bien que les occupations et professions des nouvelles générations différaient des précédentes, c'était, la plupart du temps, les mêmes familles qui monopolisaient les emplois de prestige⁵⁰. Ainsi, la position sociale des individus depuis 1980 pouvait restreindre l'accès à de meilleures conditions de formation. Le succès académique est donc

⁴⁹ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...* 1993, p.76.

⁵⁰ *Ibid.*, p.49.

grandement influencé par la famille. Par exemple, dans les années 1990, environ les trois quarts des étudiants de l'Université de Tokyo, la plus prestigieuse d'entre toutes, sont les enfants de gérants d'entreprises, de bureaucrates, d'universitaires, d'enseignants et d'autres professionnels, la plupart ayant aussi étudié à cette université⁵¹.

Les nouvelles réformes

En 1951, après la signature du traité de San Francisco qui redonna son indépendance au Japon, les milieux conservateurs du Parti libéral démocrate (PLD) pensaient que, bien que la démocratisation soit souhaitable, il n'en fallait pas moins ne pas oublier les valeurs traditionnelles indispensables à la protection de l'identité nationale. Dès 1952, le ministère de l'Éducation édita pour la première fois depuis la fin de la guerre un manuel de morale. Bien que discret sur les sujets comme celui du statut exact de l'Empereur et le dévouement à lui accorder, l'ensemble du manuel renouait toutefois avec plusieurs points de vue traditionnels en insistant, entre autres, sur l'importance de l'harmonie au sein de la société et de la fidélité au patrimoine national⁵². Au fil des ans, les interventions du Ministère se multiplièrent, particulièrement lorsque les auteurs parlaient trop crûment des guerres d'agressions envers les peuples d'Asie, et surtout la Chine, ou au contraire lorsqu'ils ne mentionnaient pas assez clairement la miraculeuse continuité historique du Japon grâce à l'institution impériale. Les autorités accordaient encore de l'importance au maintien d'un certain patriotisme. Certes, il ne s'agissait plus du militarisme ni de la forme rigide de la vénération de l'institution impériale, mais les dirigeants tenaient à

⁵¹ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...* 1993, p.11.

⁵² Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.93.

ce que la population accepte la société japonaise telle qu'elle était et qu'elle se dévoue à sa prospérité. En effet, une des missions principales de tout système d'éducation formel est de reproduire les valeurs du régime socio-économique dominant, mais d'une manière subtile, fournissant ainsi la perception que les valeurs proviennent spontanément de la société elle-même. Les écoles sont donc un lien institutionnel essentiel entre la structure formelle de l'État et les groupes sociaux, de sorte qu'il n'y a souvent pas de séparation nette entre « *stateness* » et « *nation-ness* ». En d'autres termes, ce qui est bon pour l'État, est bon pour la nation et par conséquent, bon pour la société en général⁵³. Ainsi,

« Une des fonctions essentielles et fondamentales du système d'éducation au Japon est celle de préparer l'insertion de la jeunesse dans la société en la dotant des habitudes et des comportements qui lui permettront de s'y associer et en lui faisant accepter les valeurs qui y prévalent ».⁵⁴

Par ailleurs, durant les années 1980, le premier ministre Nakasone (1984-87) lança toute une série de réformes grâce à la mise en place d'un *Education Reform Council*. Les réformes avaient alors trois objectifs : libérer le système d'éducation du contrôle ministériel et des restrictions, diversifier le contenu d'apprentissage, et internationaliser l'éducation des jeunes Japonais⁵⁵. La ferveur démontrée par le gouvernement fut bien accueillie au sein du milieu scolaire. C'est en 1983 que le ministère de l'Éducation se donna pour objectif d'accueillir 100 000 étudiants étrangers afin d'internationaliser les universités. Il s'agissait des premiers débuts du *Japan Exchange and Teaching programme* (JET), un des plus importants

⁵³ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.145.

⁵⁴ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.98.

⁵⁵ Evie Zambeta. *World Yearbook of Education 2005*. 2005, p.99.

programmes d'échanges étudiants au monde⁵⁶. Il a également contribué à la création du Centre de recherche international d'études japonaises à Kyoto en 1988 dans le but de promouvoir la recherche sur la culture japonaise à l'internationale⁵⁷. Les réformes apportées par le cabinet de Nakasone au système d'éducation furent appréciées, mais certains faits et gestes du Premier Ministre ne firent pas toujours l'unanimité, comme lorsqu'il affirma que le Japon avait un quotient intellectuel moyen plus élevé que les États-Unis étant donné que le pays avait peu d'immigrants, ou comme lorsqu'il alla rendre hommage aux héros de guerre au sanctuaire de Yasukuni, un geste qui avait pour objectif de rétablir une forte identité nationale. Pour pouvoir s'internationaliser, il était important pour lui de développer un nationalisme sain. Plus précisément, on ne pouvait apprécier les autres nations et exercer des échanges internationaux tant et aussi longtemps que l'on ne comprenait pas ni n'appréciait vraiment sa propre nation et sa culture. Nakasone définit cette forme de nationalisme comme suit:

« Each country has a long history, traditions and culture...its heritage. That is the foundation...it is to love the long history, traditions and culture. On top of this, it is then to use them to contribute to the rest of the world. Without knowing the foundation, you cannot exchange with other countries...it is to plant a flower of Japan in the global garden. » (interview, Nakasone, 15 mars 2000)⁵⁸

De plus, depuis le début du XXI^e siècle, certains politiciens conservateurs demandent que l'on accorde plus d'importance à la morale dans les écoles. Cela suggère un désir grandissant pour un retour à un passé idéalisé d'avant-guerre où l'on retrouvait des cours d'éthique basé sur le confucianisme⁵⁹. Aussi, malgré les

⁵⁶ Evie Zambeta. *World Yearbook of Education 2005*. 2005, p..99.

⁵⁷ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.83.

⁵⁸ Roger Goodman and David Phillips. *Can Japanese Change Their Education System ?* 2003, pp.77-78.

⁵⁹ Elise K. Tipton. *Modern Japan : A Social and Political History*. 2008, p.236.

exigences par rapport à l'apprentissage de l'anglais dans le programme du secondaire ainsi que sa promotion dans les écoles primaires, le système d'éducation japonais demeure encore aujourd'hui plutôt insulaire et conservateur dans différentes matières comme celle de l'histoire. On sent une réticence à l'idée de rendre l'éducation multiculturelle⁶⁰.

Ainsi, le fait qu'une forme de discours nationaliste persiste dans le programme scolaire, proclamant la nature distinctive, originale et noble de la culture nationale, peut parfois mener au racisme⁶¹. Ces caractéristiques présupposent la pureté culturelle non contaminée d'un territoire protégé comme par une bulle, limitant les échanges à travers le temps. De ce fait, les écoles font souvent partie des institutions sociales les plus conservatrices, où la tradition demeure. Elles présentent donc souvent une forte résistance au changement⁶². En effet, une nouvelle réforme en 2002 avait pour objectif de réduire l'horaire à cinq jours par semaine. Toutefois, un sondage, effectué par le groupe *Yomiuri*, suggérait que 60% de la population s'opposait alors fortement à ce changement et que plusieurs écoles, autant publiques que privées, avaient trouvé le moyen de le contourner en prodiguant des cours supplémentaires « provisoires » les samedis ou en prolongeant tout simplement l'année scolaire afin de compenser pour la perte des cours⁶³.

Les réformes entamées par le gouvernement de Nakasone et qui se poursuivirent durant les années 1990 et au-delà, misaient sur l'internationalisation de la société japonaise. Le terme étant plutôt ambigu, il pouvait facilement s'accoler à

⁶⁰ Elise K. Tipton. *Modern Japan : A Social and Political History*. 2008, p.237.

⁶¹ Evie Zambeta. *World Yearbook of Education 2005*. 2005, p.82.

⁶² *Ibid.*, p.84.

⁶³ Roger Goodman and David Phillips. *Can Japanese Change Their Education System ?* 2003, p.21.

plusieurs types de réformes dans différents secteurs de la société. Ce vaste spectre et cette grande ambiguïté permirent de maintenir une incertitude quant aux réelles intentions du gouvernement, ce qui était tout à leur avantage. Les réformes du ministère de l'Éducation sont en fait marquées par une certaine retenue. Bien que profonde en apparence, l'approche du gouvernement se veut plutôt graduelle. Et il est possible de noter que peu de choses ont vraiment changé dans le système d'éducation, et ce, malgré toutes les réformes effectuées. Ce sont surtout les écoles de moyen ou bas niveau qui sont touchées alors que les écoles de prestige dédaignent les changements, perçus comme des distractions de l'objectif essentiel de permettre à leurs élèves d'entrer dans les meilleures universités⁶⁴. Ainsi, le milieu scolaire requérant le plus de changement n'en ressent presque rien.

Ce sont donc les dirigeants et ceux qui ont le pouvoir de mettre en place et de renforcer leurs décisions qui ont le plus d'influence quant à la direction que prennent les changements dans l'éducation, car ce sont dans les établissements scolaires que seront transmis les éléments culturels considérés comme les plus importants et dont la transmission ne peut être laissée au hasard⁶⁵. L'éducation peut donc servir aux élites politiques à consolider leurs valeurs auprès de la population et le Parti libéral démocrate en est un exemple probant. Sans opposition efficace au Parlement, pendant de longue période, il maintient les rênes du pouvoir depuis 1955 à l'exception de quelques courtes périodes de 1993 à 1994 et de 2009 à 2012. Cette situation permet au parti dominant de contrôler le développement des politiques du pays.

⁶⁴ Peter Cave. "Educational Reform in Japan in the 1990s : « Individuality » and Other Uncertainties". *Comparative Education*, vol. 37, no.2, 2001, p.186.

⁶⁵ M.D. Shipman. *Éducation and Modernisation*. 1971, p.42.

Le système d'éducation

Jusqu'au secondaire, les jeunes sont tous traités plus ou moins de la même façon, peu importe le niveau d'apprentissage⁶⁶. Toutefois, au secondaire, l'emphase est mise sur le mérite afin d'identifier les plus doués et les plus motivés. Le système égalitariste laisse alors sa place à un système de catégorisation stricte où les élèves sont alors regroupés selon leurs habiletés. Après la troisième secondaire, l'enfer des évaluations commence. Les jeunes doivent passer des examens pour entamer la seconde partie de leur formation secondaire dans des écoles de différents statuts et ensuite pouvoir passer les tests universitaires. Bien sûr, ce ne sont pas tous les élèves qui désirent accéder ou qui accèdent aux études supérieures. En fait, les Japonais ayant une éducation universitaire représentent une minorité de la population, soit environ 15% autour de l'an 2000⁶⁷. Notons toutefois que, depuis les années 1980, à peu près 40% des Japonais et Japonaises vont à l'Université. La majorité de la population actuelle n'a donc pas eu accès à une éducation universitaire, bien que cette situation change depuis quelques décennies et que le niveau d'éducation formelle moyen est maintenant parmi le plus élevé au monde⁶⁸. Le fait que le système d'éducation japonais soit caractérisé par un haut degré de centralisation et soit principalement dominé par le gouvernement national fait en sorte que la formation universitaire est perçue comme un privilège personnel plutôt que comme une commodité publique.

⁶⁶ Louis D. Hayes. *Introduction to Japanese Politics*. 2005, p.194.

⁶⁷ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.124.

⁶⁸ *Ibid.*, p.124.

L'éducation et la socialisation

La socialisation à l'école commence dès le plus jeune âge à travers une intense participation au groupe. Les élèves s'assoient à la même place, dans la même classe avec les mêmes camarades et le même professeur pour une longue période de temps. Après quelques mois la disposition des places dans la classe peut changer. La solidarité du groupe est renforcée par la participation des élèves à différentes tâches comme nettoyer la salle de classe et servir le dîner. Ils lavent les planchers et les fenêtres, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance à leur établissement scolaire⁶⁹. La question du respect est également très importante. Sans être trop formels, les enseignants sont stricts et s'attendent à ce que les élèves les saluent comme il se doit lorsqu'ils les croisent et en début de cours. Les clubs sportifs, toujours très présents dans la vie des jeunes adolescents, servent à leur tour à la socialisation, au développement de la solidarité, au respect de la hiérarchie et à l'auto-discipline⁷⁰, toutes qualités essentielles pour la vie adulte. L'importance de ces clubs fait en sorte que chaque élève doit obligatoirement se trouver un club auquel il participera, qu'il soit en sports, en musique, en sciences ou en arts. La société s'attend à ce que les établissements scolaires guident les jeunes en tout temps. C'est ainsi, que durant plus d'un siècle, la jeunesse japonaise apprit, grâce entre autres aux clubs parascolaires, certaines des plus importantes valeurs de leur société.

Toutefois, l'éducation des jeunes ne se fait pas uniquement par le programme scolaire. Il faut aussi prendre en compte la formation en milieu de travail et le rôle

⁶⁹ Louis D. Hayes. *Introduction to Japanese Politics*. 2005, p.190.

⁷⁰ Peter Cave. "Bukatsudô: The Educational Role of Japanese School Clubs". *Journal of Japanese Studies*, vol.30, no.2, Summer 2004, p.385.

des médias de masse, des groupes religieux, de l'armée, des centres jeunesse et communautaires. Ces ressources éducatives opèrent toutes au sein d'un système de socialisation principalement établi au cœur de la famille, mais également d'institutions religieuses, récréatives, militaires et politiques⁷¹. Ainsi, la socialisation est un processus selon lequel la culture du groupe est assimilée. Chaque individu apprend alors les valeurs et les normes qui définissent le rôle qu'il aura à jouer dans la société autant en tant qu'enfant, que jeune, qu'adulte, que travailleur, qu'électeur, que croyant, qu'officier⁷². Les écoles ont peut-être, théoriquement, le choix de déterminer leur propre programme, mais en réalité, le contenu choisi pour les manuels scolaires est plus souvent qu'autrement de nature ethnocentrique et nationaliste. De plus, les familles ainsi que les communautés locales contrôlent non seulement la socialisation des jeunes enfants, mais exercent aussi de la pression sur les écoles pour qu'elles donnent le meilleur type d'éducation afin de permettre à leurs enfants de réussir sur le marché du travail, et ce, parfois, peu importe le prix. Après 1945, des associations de parents furent créées afin de permettre aux familles d'entrer en contact plus facilement avec les enseignants. Bien que cela permit un meilleur encadrement des jeunes, les associations, souvent présidées par des personnalités influentes et ne cachant en rien leurs penchants conservateurs, exercèrent effectivement des pressions sur les institutions scolaires et leur personnel⁷³. Ainsi, durant la période de haute croissance économique (1955-1980) le

⁷¹ M.D. Shipman. *Education and Modernisation*. 1971, p.33.

⁷² *Ibid.*, p.33.

⁷³ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.96.

terme d'individualisme apparaissait très rarement dans les documents officiels sur l'éducation. C'était plutôt les termes « habileté » et « aptitude » qui s'y retrouvaient⁷⁴.

Conclusion

Encore aujourd'hui le système d'éducation met beaucoup l'accent sur l'importance du groupe dans le développement social des élèves dans les écoles en les faisant effectuer différentes tâches et activités. En outre, le gouvernement pousse toujours par moments pour la réinsertion de nouveaux cours de morale. Malgré tout, le système comporte d'importantes lacunes. En effet, la volontaire abstraction de certains éléments d'histoire dans les manuels scolaires et la réticence à fondamentalement changer le fonctionnement du système actuel dans le but de conserver l'organisation sociale stricte et homogénéisante causent certaines frustrations. Les jeunes vivent beaucoup de stress durant leurs années du secondaire, car la compétition est féroce pour entrer dans les meilleures écoles et universités. Face à l'échec, certains d'entre eux se suicident. D'un autre côté, une fois passé les examens d'entrée à l'université, le système est témoin du laxisme de la part des étudiants. Ces derniers savent qu'ils obtiendront leur diplôme même sans trop étudier ou sans se présenter à leurs cours⁷⁵, bien que cette situation ait changé quelque peu depuis 1990. Aussi, cette forme d'enseignement, trop axée sur la réussite aux examens, limite le développement de l'initiative et de la créativité des élèves. Un autre problème consiste en l'insistance sur les études universitaires de premier cycle qui enseignent des matières générales aux dépens des études de deuxième et de

⁷⁴ Peter Cave. "Educational Reform in Japan in the 1990s : « Individuality » and Other Uncertainties". *Comparative Education*, vol. 37, no.2, 2001, p.183.

⁷⁵ Harumi Befu. *Japan, An Anthropological Introduction*. 1971, p.148.

troisième cycles qui permettraient de développer les compétences nécessaires pour assurer le développement de recherches avancées dans divers domaines.

Certes, à de nombreuses reprises, les syndicats d'enseignants et particulièrement le *Nikkyoso* se sont opposés aux censures imposées dans les manuels d'histoire, revendiquant une plus grande objectivité et une plus grande liberté d'expression, mais il demeure une certaine réticence de la société à accepter des changements trop radicaux pouvant compromettre sa stabilité et sa prospérité⁷⁶. Le système est donc particulièrement utilitariste, car il vise à offrir aux jeunes une formation générale et qui encourage la compétition, mais qui produit aussi des individus dociles. Ce système d'éducation permet d'avoir accès à une main-d'œuvre efficace et adhérant aux valeurs sociales. Au Japon, une certitude demeure, les fondements de l'ère Meiji ont profondément marqué la société japonaise par un fort nationalisme identitaire. De plus, les individus sont perçus comme interdépendants et cette perception est non seulement le résultat d'anciennes philosophies et organisations sociales, mais elle continue d'être nourrie et perpétuée dans les écoles, les différentes sphères sociales et les entreprises⁷⁷.

Le système d'éducation japonais, qui insiste sur les valeurs nationales, contribue fortement à mettre en place ce fort sentiment des Japonais d'être différents du reste du monde, donc de faire partie d'une communauté imaginée et d'être séparés des autres par une frontière culturelle claire. Le contenu de l'éducation contribue donc à une attitude méfiante et hostile envers les immigrants.

⁷⁶ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.100-101.

⁷⁷ Peter Cave. "Educational Reform in Japan in the 1990s : « individuality » and other uncertainties". *Comparative Education*, volume 37 no.2, 2001, p.184.

L'aspect social

Le contexte actuel

Comme toute société, celle du Japon est en perpétuel changement. Le modèle japonais de la famille multigénérationnelle a changé au fil des décennies, se désagrégant de manière similaire à l'Occident. La famille nucléaire est maintenant la norme et le pourcentage de célibataires augmente. De plus, l'individualisme prend davantage de place au sein de la société. Les Japonais perdent graduellement leur sens de la dévotion aux différents groupes auxquels ils appartiennent. Les différents styles culturels du citoyen moyen sont, contrairement aux sous-cultures bien organisées des entreprises et du milieu scolaire, plutôt terre à terre, informels, et sans prétention⁷⁸.

En effet, depuis la guerre, des fossés se creusent entre les générations. Aujourd'hui, plusieurs jeunes décident de quitter le pays tandis que des centaines de milliers d'autres errent à l'extérieur du système traditionnel, n'ayant pas d'emploi régulier, ou refusant de travailler ou d'aller à l'école⁷⁹. Certains, appelés *hikikomori* poussent la situation à l'extrême en refusant littéralement de sortir de leur chambre. Les *otaku* sont des jeunes qui se passionnent pour une forme de sous-culture qui réunit la bande dessinée, les dessins animés, les jeux électroniques, l'ordinateur, la science-fiction et les figurines⁸⁰. Ces jeunes ne voient pas l'intérêt de mener une vie dénuée de sens comme l'ont fait leurs parents avant eux. En s'enfermant dans leurs

⁷⁸ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.249.

⁷⁹ Michael Zielenziger. *Shutting out the Sun*. 2006, p.9.

⁸⁰ Hiroki Azuma. *Génération Otaku : les enfants de la postmodernité*. 2008, p.10.

quartiers comme ils le font, ils démontrent un certain désir de rester dans une jeunesse perpétuelle, refusant de grandir et de connaître les déceptions de la vie réelle.

Par ailleurs, un nombre de plus en plus important de jeunes demeurent chez leurs parents jusque dans la trentaine même s'ils sont financièrement autonomes. En 2004, 8% des femmes et 16% des hommes entre 20 et 34 ans vivaient chez leurs parents⁸¹. Les femmes, quant à elles, tiennent davantage à leur indépendance grâce au travail et à leur confort, si bien qu'elles retardent leur mariage. Ce style de vie a été très critiqué par un auteur, Yamada Masahiro qui avançait que les jeunes femmes habitant avec leurs parents nuisaient à la société en ne produisant pas assez d'enfants, et à l'économie en ne consommant pas assez. Le taux de natalité est donc en baisse, n'aidant en rien le problème du vieillissement de la population. Puisque les familles sont moins nombreuses, et que les responsabilités ne peuvent plus être divisées entre frères et sœurs, un nombre de plus en plus grand d'aînés vit seul. Ainsi, la famille traditionnelle est menacée par une quantité importante de changements et est accablée par de trop grandes attentes basées sur des idéaux patriarcaux qui entrent de plus en plus en conflit avec les nouvelles réalités d'aujourd'hui⁸². La fragilité de la famille est donc due aux divergences entre le passé et le présent.

⁸¹ Bernard Bernier. *Young Women*. 2015, p.82.

⁸² Jeff Kingston. *Japan's Quiet Transformation. Social Change and Civil Society in the Twenty-First Century*. 2004, p.302.

L'influence persistante du *nihonjinron*

Il est toutefois à noter que cette tension entre les générations ne date pas d'hier. Depuis les cinquante dernières années, les adultes se sont toujours inquiétés de « la jeunesse d'aujourd'hui »⁸³, mais cette jeunesse a, en majorité, grandi pour finalement ressembler à ses aînés qui l'ont tant critiquée, pour à son tour se questionner sur les comportements des futures générations. Si ce conformisme est si bien consolidé malgré la complexité croissante de la société, c'est, dans une très large mesure, parce que le système d'éducation a été le premier à en assurer la continuité. Aussi, pendant des décennies, de nombreux auteurs ont débattu sur ce qu'est l'essence même de la japonicité. Plusieurs études sur les tendances du *nihon-teki* (style japonais) en affaires, en politique, en psychologie, dans les relations sociales, etc. sont parues⁸⁴. Et tous ces ouvrages, comme mentionné précédemment, dépeignent la société japonaise comme étant homogène et ayant très peu de variations internes. Bien que de nombreux analystes remettent en question la validité des discours du *nihonjinron* du point de vue méthodologique, empirique et idéologique, et que l'âge d'or de ce courant soit passé, ils demeurent néanmoins encore populaires, attirent toujours de nombreux lecteurs et continuent d'être publiés⁸⁵ particulièrement par des sources médiatiques progouvernementales⁸⁶.

⁸³ Gordon Mathews and Bruce White. *Japan's Changing Generations : Are Young People Creating a New Society*. 2004, p.2.

⁸⁴ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.3-4.

⁸⁵ *Ibid.*, p.4.

⁸⁶ Ross Mouer and Yoshio Sugimoto. *Images of Japanese Society: A Study in the Social Construction of Reality*. 1990, p.170.

La langue

Par ailleurs, la question de la langue, essentielle dans la construction d'un sentiment national étendu, fut consolidée au Japon à l'ère Meiji. C'est à cette époque que le japonais des samurais de la région de Tokyo fut choisi comme modèle de langue nationale⁸⁷ et disséminé à travers le pays par le système d'éducation et les médias. Depuis, il s'agit d'un élément important dans l'affirmation de l'unicité de la nation japonaise du fait que cette langue serait mystérieuse et ne ressemblerait à aucune autre. Ses principales particularités sont les suivantes : absence de règles strictes sur la distinction entre le singulier et le pluriel, absence d'articles, de prépositions, de pronom relatif, et absence de distinction entre les genres⁸⁸. En outre, les pronoms personnels existant ne sont pas toujours utilisés. Toutes ces spécificités rendraient la langue japonaise difficile à apprendre et à moins d'être Japonais, il serait impossible d'en comprendre toutes les subtilités. En effet, le mode d'expression parlé dépend de plusieurs paires de concepts qui distinguent les différents cadres sociaux. Chaque milieu a son langage. Aussi, certains termes sont même parfois difficilement traduisibles tellement ils sont spécifiques au contexte japonais comme celui d'*amae*, abordé un peu plus loin. De plus, Fukutake affirme que la langue japonaise n'a pas de termes pour bien définir ce qu'est l'autorité ; pour exprimer ce concept, il faudrait selon lui utiliser des mots traduisant la relation *oyabun* et *kobun*, soit supérieur et inférieur ou plus précisément « celui qui prend le rôle de père » et « celui qui prend le rôle de l'enfant »⁸⁹. Fukutake ne mentionne pas qu'il existe des termes en japonais qui signifient autorité : *seiryoku* et *kenryoku*.

⁸⁷ Jennifer Robertson, ed.. *A Companion to the Anthropology of Japan*. 2005, p.403.

⁸⁸ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...*1993, p.96.

⁸⁹ Tadashi Fukutake. *The Japanese Social Structure : Its Evolution in the Modern Century*. 1989, p.50.

Notons de plus que l'homogénéité sociale et culturelle et l'unilinguisme relatifs permettent une forte coopération et une communication non-verbale efficace. La culture reçue, que presque tous les Japonais partagent du fait de leur éducation, est en fait la prémisse centrale de leur logique. Ce type de communication est souvent appelé *ishin denshin* (*from mind to mind*) ou *haragei* (*belly art*)⁹⁰. Ainsi, il semblerait qu'on ne peut comprendre la société japonaise que de l'intérieur et le fait d'être étrangers mènerait directement à un certain degré d'incompréhension socioculturelle. Seuls les Japonais peuvent réellement comprendre le Japon et les Japonais.

Le collectivisme au Japon

Ainsi, selon le discours du *nihonjinron*, l'individu ferait partie d'un ensemble de relations sociales et les comportements qui en découlent démontreraient une forte sensibilité et une interdépendance à l'égard des autres. En effet, les Japonais seraient sensibles aux contextes sociaux qui changent constamment. De ce fait, leurs comportements s'y adaptent, variant d'une situation à une autre et ces réactions seraient bien vues au sein de la société japonaise⁹¹. De plus, à travers les différentes sphères de la vie, il serait possible d'y discerner une dualité entre deux cadres très génériques, soit le cadre officiel et le cadre personnel⁹².

Le cadre officiel

Le cadre officiel repose sur une des sources historiques importantes, soit le confucianisme, fondé sur un ordre vertical de la société. Dans le Japon moderne, les

⁹⁰ Harumi Benu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.39.

⁹¹ D. Cervone et Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.254.

⁹² *Ibid.*, p.267.

désignations des rôles, les attentes et les règles sociales basées sur cette image idéalisée de la hiérarchie sociale sont souvent justifiées en termes de loyauté, de devoir, de dévouement et de piété filiale⁹³. En effet, traditionnellement, la famille était le pilier de la société. Le *ie* était le modèle de la famille multigénérationnelle la plus représentative de la nation japonaise, selon les autorités. C'était un modèle idéal, issu de la strate des samurais, qu'on a tenté de généraliser à toutes les couches de la société à partir de la période Edo, mais surtout après 1868. Il n'a pas été suivi par tous, mais à travers l'idéologie, il a été transposé dans toutes les autres sphères, soit économique, politique et sociale. Dans ce contexte, l'homme commandait et la femme obéissait. Les femmes avaient pour responsabilité de s'occuper de leurs enfants et de leurs beaux-parents, pendant que les hommes travaillaient. Malgré les liens familiaux très serrés, les relations en tant que telles à l'intérieur de la famille ne reposaient pas particulièrement sur l'amour, mais plutôt sur le sens du devoir et de la piété filiale⁹⁴. Aussi devait-on respect et loyauté aux personnes supérieures dans la hiérarchie familiale. Cette hiérarchie reposait sur le sexe, l'âge et la permanence au sein de la maison⁹⁵. La continuité du *ie* passait avant les besoins individuels⁹⁶. La morale familiale reposait donc sur celle du groupe.

Par ailleurs, dans le cadre officiel, les relations sociales étaient définies, entre autres, en termes de rôles, de statut, de richesse et de niveau d'éducation. De plus, surtout depuis 1945, le mérite, soit le succès dans les réalisations, est venu tempérer l'importance du statut hérité de ses parents, sans toutefois remplacer complètement

⁹³ D. Cervone et Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.268.

⁹⁴ Joy Hendry. *Understanding Japanese Society*. 2003, p.28.

⁹⁵ *Ibid.*, p.28.

⁹⁶ *Ibid.*, p.27.

ce dernier. De ce fait, acquérir et défendre son honneur ainsi qu'éviter la honte deviennent des préoccupations importantes. Il faut savoir que l'accent qui est mis sur les formalités et la structure hiérarchique a été développé par la classe dirigeante des samourais du Japon féodal et à cause du contenu de l'éducation depuis Meiji, les comportements associés à la hiérarchie sont donc fortement ancrés dans la culture japonaise⁹⁷. Sans cette conscience aiguë de la hiérarchie, on croit que la vie ne pourrait se dérouler sans heurts. C'est le grade qui régit les normes au Japon⁹⁸. Compte tenu de cette construction du monde social officiel, le soi est toujours comparé à une image idéale socialement définie. D'ailleurs, il existe deux termes japonais qui désignent très bien ce cadre officiel. Il est ici question du *giri* et du *tatemaie* qui signifient respectivement « sens du devoir » et « façade », qui ne doivent pas être aveuglés par les émotions. Ces termes englobent également les principes de devoirs sociaux au sens large ainsi que les responsabilités familiales⁹⁹.

Le cadre personnel

Le cadre personnel, quant à lui, comporterait essentiellement les activités plus informelles et personnelles au sein des relations sociales. Les principes directeurs sont pour la plupart affectifs et orientés vers les autres¹⁰⁰. Les émotions humaines de bienveillance, d'empathie, de sympathie et de compassion sont mises de l'avant dans ce cadre. Idéalement, une dépendance ainsi qu'une confiance totale

⁹⁷ D. Cervone and Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.268.

⁹⁸ Chie Nakane. *La société japonaise*. 1974, p.47.

⁹⁹ Edwin O. Reischauer and Marius B. Jansen. *The Japanese Today : Change and Continuity*. 1995, pp.146-168.

¹⁰⁰ D. Cervone and Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.270.

envers les autres sont réalisables et souhaitables chez les Japonais. On parle donc de relations familiales, d'amitiés, et d'autres relations interpersonnelles et informelles¹⁰¹. Les termes japonais qui désignent ce cadre personnel sont le *ninjo* et le *honne*. Il s'agit ici, des sentiments, des aspirations et des rêves de l'individu qui peuvent éventuellement entrer en conflit avec les devoirs et responsabilités à l'égard de la société. Dans la culture populaire nipponne, cet aspect du soi est presque toujours dépeint sous forme d'amour illicite¹⁰². La perception que les Japonais ont d'eux-mêmes est très spécifique au contexte et souvent dualiste. En effet, ce qui peut être vrai pour soi dans un cadre peut être perçu comme contraire, dans l'autre¹⁰³. Ainsi, les aspects personnels sont relativement détachés, voire même isolés de l'environnement social officiel.

Le concept d'amae

Le bestseller du *nihonjinron*, *The Anatomy of Dependence* (1973), avait pour objectif, grâce au concept du *amae*, de donner une réponse englobante et définitive à l'énigme qu'était la société japonaise. Ainsi, selon Doï, ce concept serait spécifique au peuple japonais¹⁰⁴ et signifierait « indulgence » ou « se prévaloir de l'amour ou de l'amitié de quelqu'un »¹⁰⁵. Cette dépendance physique et psychique développerait une attente de l'enfant face à la mère qu'elle soit indulgente à son égard. En retour, il développerait l'acceptation de son autorité parentale. Au fil du temps, ces besoins

¹⁰¹ D. Cervone and Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.270.

¹⁰² Edwin O. Reischauer and Marius B. Jansen. *The Japanese Today : Change and Continuity*. 1995, p.146 et 168.

¹⁰³ D. Cervone and Y. Shoda, eds. *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. 1999, p.278.

¹⁰⁴ Takeo Doï. *Le jeu de l'indulgence. Étude de psychologie fondée sur le concept japonais d'amae*. 1988, p.11.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.11.

d'approbation et d'acceptation de l'autorité s'étendraient au milieu social¹⁰⁶. Il serait donc facile pour l'enfant japonais de passer d'un milieu permissif à un autre plus autoritaire lors de son entrée à l'école par exemple¹⁰⁷. Par ailleurs, la désapprobation parentale, appuyée par une éventuelle dérision des autres à son égard, deviendrait une menace dévastatrice pour l'enfant, autant que la sanction du groupe plus tard¹⁰⁸. Il serait donc difficile pour les Japonais de vivre avec le rejet et le désaccord d'autrui, d'où l'autocritique et le cycle perpétuel d'amélioration de soi. Ainsi, l'*amae* serait, selon Doï, à la base de tout l'accent que les Japonais mettent sur le groupe, de l'acceptation de l'autorité et de l'insistance sur les relations particulières vis-à-vis des divers groupes d'appartenance, plutôt que sur les relations plus générales et superficielles.

De plus, au Japon, toujours selon le discours du *nihonjinron*, l'insistance mise sur le groupe affecterait aussi les relations interpersonnelles. Par exemple, on apprécierait davantage les joueurs d'équipe que les vedettes individuelles. De ce fait, l'esprit d'équipe est encouragé et l'ambition mise de côté. Être coopératif, être raisonnable, et être compréhensif sont les vertus les plus admirées, alors que l'affirmation de soi, le dynamisme et la détermination sont décriés¹⁰⁹. Au Japon, le consensus est l'objectif ultime¹¹⁰. Selon Nakane Chie, il passe essentiellement par le groupe dont le sentiment de cohésion est essentiel afin de consolider les relations affectives et sans restrictions entre les individus et le groupe lui-même. Ces sentiments d'attachement permettent à leur tour de renforcer la cohésion du groupe,

¹⁰⁶ Edwin O. Reischauer and Marius B. Jansen. *The Japanese Today : Change and Continuity*. 1995, p.144.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.144.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.144.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p.136

¹¹⁰ *Ibid.*, p.136.

tendant à la fois, à faire de lui un monde clos¹¹¹. Comme dans le modèle familial du *ie*, l'ordre vertical domine l'organisation du groupe, et définit clairement les relations entre inférieurs et supérieurs ainsi que l'ordre hiérarchique. Par ailleurs, cette profonde intégration influence grandement les libertés individuelles. Les activités de chacun seraient fixées de manière à ce qu'elles ne puissent pas outrepasser celle du groupe et seraient donc permises lorsqu'elles coïncident avec les décisions de ce dernier. Le Japonais, soucieux de sa place dans la hiérarchie, ne remettrait pas en question le groupe, son attention serait plutôt tournée sur lui-même et son entourage immédiat¹¹². Bien qu'au prix de sa liberté, le Japonais préfère la sécurité du groupe à l'autonomie. La loyauté est au centre des valeurs et se vouer à la réalisation des objectifs du groupe donne au Japonais un profond sentiment de satisfaction¹¹³. Aussi, si un individu persiste à s'obstiner, et ce, même s'il a raison, il court le risque d'être exclu, ce qui n'est en aucun cas désirable, d'autant plus qu'il n'est pas bien vu de s'éloigner de la communauté pour une longue période de temps. Ils sont nombreux à craindre qu'un tel éloignement risque de leur faire perdre leur place. Il est donc crucial pour les Japonais de vivre leurs différentes relations de manière directe, car à distance, ces relations ne peuvent être considérées comme facteurs d'unité¹¹⁴. Ainsi, la vertu du « groupisme », profondément ancrée dans la culture japonaise, contribue à la formation d'une image du Japonais idéal comme étant un individu de peu de mots démontrant son véritable caractère par ses actions plutôt que ses dires¹¹⁵. Cet accent sur le non-verbal serait assimilé dès l'enfance. Ainsi, l'incapacité des Japonais

¹¹¹ Chie Nakane. *La société japonaise*. 1974, p.37.

¹¹² *Ibid.*, p.123.

¹¹³ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society : Third Edition*. 2010, p.3.

¹¹⁴ Chie Nakane. *La société japonaise*. 1974, p.180.

¹¹⁵ Harumi Bafu. *Japan, an Anthropological Introduction*. 1971, p.153.

à directement dire non peut nous paraître hypocrite, mais c'est en fait par peur de blesser ou de créer un conflit. Comme le dit un ancien adage japonais, le clou qui dépasse se fait taper dessus¹¹⁶.

Il faut toutefois comprendre que les aspects du *nihonjinron* présentés ici ne sont pas nécessairement représentatifs de la réalité. En effet, la dépendance et la dévotion totale au groupe et à l'harmonie que l'on mentionne comme ses caractéristiques ne sont pas toujours présentes. Il y a, entre autres, un niveau élevé de compétition dans les écoles et parfois même dans les entreprises à savoir qui obtiendra une promotion. De plus, plusieurs périodes de conflits internes sont notables à travers l'histoire du Japon. De ce fait, le *nihonjinron* est en fait une description d'un modèle culturel présentant, parfois de manière erronée ou exagérée, ce qu'est la culture japonaise telle que conçue dans l'esprit de ces auteurs. Il est toutefois à noter que peu importe le degré de véracité de ce discours, il n'en demeure pas moins que ces affirmations, dépeignant une réalité idéalisée, sont souvent porteuses d'implications normatives¹¹⁷.

L'autocritique

Bien que les déclarations faites dans les ouvrages d'auteurs comme Nakane Chie et Doi Takeo ne soient pas d'ordre impératif, mais plutôt déclaratif, elles ont tout de même un impact important sur le comportement des individus. En effet, le modèle culturel japonais présenté dans le discours du *nihonjinron* décrit un idéal à atteindre. Par conséquent, il incombe aux Japonais d'agir et de penser de manière à correspondre le plus possible

¹¹⁶ Edwin O. Reischauer and Marius B. Jansen. *The Japanese Today : Change and Continuity*. 1995, p.138.

¹¹⁷ Harumi Bafu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.78.

à cet idéal¹¹⁸. Ce qui semblait être une simple description de ce qu'est la société japonaise deviendrait alors une forme d'impératif moral et agir à l'encontre de ces normes sociétales serait perçu comme étrange et non japonais et cela ce fait bien souvent de manière insidieuse. Les Japonais développeraient un sens de l'autocritique qui est en fait une forme de réponse encouragée par la manière dont le milieu social est présenté¹¹⁹. Dans le contexte de la culture nipponne qui semble être organisée en fonction du modèle du soi comme étant interdépendant, la tâche principale de l'individu consisterait à s'adapter et à répondre aux standards de la société. Ce comportement est nécessaire afin d'identifier l'image idéale du soi attendue par les autres et d'ainsi trouver les éléments personnels manquants ou insuffisants par rapport à cet idéal. Cette réflexion sur son comportement passé, en référence à des normes d'excellence socialement partagées, vise à s'améliorer et donc à faire partie de l'unité sociale pertinente qui, elle, est rendue par le concept japonais fréquemment utilisé et très élaboré de *hansei*, qui signifie littéralement « réflexion »¹²⁰. C'est aussi ce qu'on appelle l'autoamélioration. Mais parce qu'il est pratiquement impossible d'atteindre l'image parfaite du rôle idéal social, il en résulte, à différents degrés selon les individus, un cycle d'amélioration de soi, et ce, dans tous les domaines de la vie¹²¹.

Le contrôle social

Outre les ouvrages du *nihonjinron*, l'idée derrière ce courant est maintenue par divers autres moyens. Mis à part le système d'éducation, les médias jouent

¹¹⁸ Harumi Bafu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.79.

¹¹⁹ Edwin O. Reischauer and Marius B. Jansen. *The Japanese Today : Change and Continuity*. 1995, p.282.

¹²⁰ *Ibid.*, p.283.

¹²¹ *Ibid.*, p.283.

également un rôle influent dans l'homogénéisation relative des valeurs sociales et de la pensée. Tous partagent les mêmes sources d'informations visuelles à travers le pays. Comme partout ailleurs, les programmes de la télévision servent à susciter, auprès des gens, plusieurs émotions comme la colère, l'envie ou la curiosité¹²². Potins et histoires à sensations sont souvent présentés par des animateurs ne se gênant pas pour les critiquer ouvertement et les commenter en prenant parti et en accusant un autre. Les hautes cotes d'écoute de ce type d'émission contribuent grandement à la consolidation des modes de pensée. De plus, le milieu médiatique est très centralisé et maintient de forts liens avec l'*establishment*. Par ailleurs, 80% des maisons d'édition sont à Tokyo et cinq importants journaux sont directement liés à des stations de télévisions nationales. Le réseau NHK, en partie financé par le gouvernement fédéral, est le plus prestigieux et détient les meilleures audiences¹²³. Le milieu des médias s'insère également dans le processus de développement de politiques gouvernementales en envoyant des représentants aux conseils consultatifs¹²⁴.

L'insistance sur l'harmonie et l'intégration permet un haut degré de stabilité et de cohésion au sein de la société nippone, du moins depuis les années 1970. Par ailleurs, cela permet aux dirigeants et politiciens de mobiliser et d'organiser efficacement la population. Le désir de plaire et de prouver leur loyauté fait en sorte que les différents groupes se conforment plus facilement aux objectifs nationaux, facilitant la mise en place d'un consensus national¹²⁵. Les individus qui dominent les

¹²² Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, p.251.

¹²³ *Ibid.*, p.243-245.

¹²⁴ *Ibid.*, p.246.

¹²⁵ *Ibid.*, p.3.

échelons supérieurs de la société contrôlent le développement du système d'éducation, influencent les médias et ont souvent la mainmise sur les publications ainsi que sur la publicité¹²⁶. Ils peuvent, par conséquent, établir leur mode de vie et l'imposer comme culture nationale.

Cette forme de contrôle fait de la société japonaise une société en partie autoritaire, car elle encourage les membres de la société à intérioriser et à partager le système de valeurs qui perçoit le contrôle et la réglementation comme naturel, acceptant de suivre les règles et les ordres sans vraiment les questionner. Il s'agit en fait d'une forme d'autoritarisme amical, latent, qui envoie subtilement des messages incitant à tel ou tel type de comportement. La propagation d'une idéologie égalitariste insistant sur la notion d'homogénéité nationale permet de mieux dissimuler les clivages sociaux¹²⁷.

La mise en place de petits groupes sociaux permettant la surveillance mutuelle et le contrôle des comportements indésirables est aussi un signe d'autoritarisme. L'adhésion presque obligatoire des ménages à des associations de quartier en est un excellent exemple. Bien que ce type d'organisations n'ait plus autant d'impact que pendant la période d'avant-guerre, il reste qu'une partie de la population japonaise continue à supporter son existence. Par ailleurs, plusieurs mécanismes permettent de rendre l'autorité visible et tangible auprès des gens. C'est le cas du système policier, très présent au sein des communautés grâce aux petits postes de quartiers situés un peu partout. Bien que ce système permette de réduire le

¹²⁶ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, p.14.

¹²⁷ *Ibid.*, p.291.

taux de criminalité, il impose en même temps une surveillance accrue des individus et de leur vie privée¹²⁸.

Conclusion

Comme on peut le constater, les valeurs traditionnelles telles que présentées dans les écrits du *nihonjinron* sont encore présentes dans la société japonaise, bien qu'il y ait des espaces où l'écart à la norme est permis. En outre, il y a eu des périodes où le consensus a été moins fort : par exemple, les années d'après-guerre ont connu de nombreux conflits ouvriers, les années 1960 et 1970 ont été marquées par les mouvements de masse contre le renouvellement du traité de sécurité avec les États-Unis, des groupes de citoyens entre 1960 et 1975 ont remis en questions les politiques de l'État face à la qualité de vie, et ce, sans parler de la période de 1868 à 1945, comprenant des révoltes paysannes et des assassinats politiques. Le consensus s'est plutôt renforcé après 1970 et continue encore aujourd'hui. En effet, malgré les importants changements, principalement dus à l'internationalisation, l'urbanisation et l'industrialisation ainsi qu'à la nouvelle liberté des femmes, il reste que les attentes au niveau du groupe sont toujours bien réelles. La tradition ne s'efface jamais totalement d'une culture puisqu'elle en devient sous une forme modifiée un des fondements. Ainsi, les Japonais accorderaient encore une priorité à l'harmonie et à la hiérarchie sociale, et ce, dans toutes les sphères de la vie tant familiale que professionnelle, même si l'harmonie est souvent plus un idéal que la réalité. Leur comportement et leurs dires sont souvent dictés afin d'éviter les conflits, de ne pas afficher clairement leurs sentiments, de réfléchir en se mettant à la place des autres,

¹²⁸ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, pp.295-296.

de céder et de se sacrifier pour l'intérêt social¹²⁹. Le pouvoir du groupe n'a donc pas uniquement d'influence sur les actions des individus, mais également sur leurs idées. Dans ce type de milieu social, la prise de conscience des similitudes s'estompe alors que les différences entre le nous et les autres s'accroissent¹³⁰. On peut voir ici la mise en place de règles vues comme collectives dans une communauté imaginée de plus de 120 millions d'habitants, renforcées par l'insistance sur le caractère particulier de la culture nationale, et donc par l'insistance sur les frontières entre le nous et les autres, comme analysé par Barth. Le contexte culturel japonais est donc hostile à l'immigration car elle serait une menace pour cette « grande » harmonie sociale.

¹²⁹ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...* 1993, p.222.

¹³⁰ Chie Nakane. *La société japonaise*. 1974, p.34.

Chapitre 4 : L'économie et la gestion

Le contexte économique

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec le démantèlement de la force militaire du Japon, le prestige national fut fondé sur le succès économique du pays. Ainsi, la réussite économique du Japon jusque dans la seconde moitié des années 1980, reposait surtout sur la flexibilité spécifique du système d'emploi, sur la qualité de la formation des employés et sur la coexistence de branches manufacturières exposées et non-exposées à la concurrence extérieure¹³¹. On peut donc affirmer qu'il y eut une période de haute croissance des années 1955 à 1973 et de croissance modérée de 1975 à 1990. En effet, à partir de 1955, le pays connut une croissance inégalée, surtout autour de 1970. Le choc pétrolier de 1973 ralentit la croissance, mais le Japon s'en sortit relativement bien après une courte période de décroissance (1973-1974) grâce à l'acharnement de ses exportateurs et l'économie reprit rapidement de la vigueur au tour de 1975. Toutefois, compte tenu du ralentissement des économies occidentales dans les années 1980, les demandes extérieures se firent moins nombreuses, rendant le marché intérieur le nouveau noyau pour la reprise de la croissance¹³². Après 1985, avec l'augmentation de la valeur du yen, on investit alors dans les entreprises et dans la construction massive de

¹³¹ Évelyne Dourille-Feer. *L'économie du Japon*. 2005, p.5.

¹³² *Ibid.*, p.42.

logements, de tours à bureaux, de lieux de loisirs et dans les infrastructures en général¹³³.

Les années 1980 furent donc une période prospère, marquée entre autres par des mesures de libéralisation et de déréglementation du marché¹³⁴. Aussi, la marge de profits était telle qu'elle encouragea les entreprises japonaises à se lancer dans des opérations de spéculations, empruntant alors sous la garantie de la valeur de leurs terrains et en utilisant ces montants pour acheter des actions et les revendre à profit¹³⁵. Ce boom économique dérivait donc en bulle financière dont l'explosion est à l'origine de la crise des années 1990. Ce sont les imprudences de l'ensemble des acteurs économiques qui révélèrent tout le dysfonctionnement du modèle japonais à la fin des années 1980 : surinvestissement industriel et immobilier, folie boursière et spéculation, consommation effrénée¹³⁶. L'entrée massive de fonds força les banques à trouver de nouveaux débouchés pour leur capital, qui fut investi en masse dans l'immobilier. Cette frénésie causa une hausse du prix des terrains et un gigantesque surendettement auprès des établissements financiers qui, à leur tour, virent augmenter le nombre de leurs créances douteuses. La hausse des prix des actions et des terrains encouragée par la spéculation ne poussa pas le gouvernement à évoluer en conséquence et certaines de ses mesures nuisirent à la divulgation de la véritable situation financière des entreprises. Cette situation instable n'éclata au grand jour qu'en 1995¹³⁷. En effet, les premières alertes importantes qui révélèrent les difficultés financières surgirent lors d'une série de faillites, phénomène plutôt rare au

¹³³ Évelyne Dourille-Feer. *L'économie du Japon*. 2005, p.42.

¹³⁴ Bernard Bernier. *Le Japon au travail*. 2009, p.133.

¹³⁵ *Ibid.*, p.197.

¹³⁶ Denise Flouzat. *Japon, éternelle renaissance*. 2004, p.159.

¹³⁷ *Ibid.*, p.201.

Japon. La crise financière se transforma alors en crise économique et par la suite en crise politique. Les autorités tentèrent d'éponger une partie des pertes par l'entremise de diverses mesures, mais cela ne fit qu'augmenter le déficit et la dette du pays, la plus élevée des pays industrialisés à l'époque¹³⁸.

Ce contexte économique modifia les perceptions que les Japonais avaient d'eux-mêmes. En effet, ils se considéraient tous en majorité dans la classe moyenne, divisée en trois catégories : moyenne-supérieure, moyenne moyenne et moyenne inférieure¹³⁹. Mais, malgré cette autodéfinition, cela n'empêchait en rien le maintien d'un écart de revenus et donc d'un niveau différent de consommation, voire même, à la suite de la crise financière, d'une baisse de cette consommation chez certaines familles. Cependant, la crise de la décennie 1990 a perturbé cette vision plutôt optimiste de la vie qu'avait la population japonaise. Un nombre grandissant se définit aujourd'hui comme appartenant à la classe inférieure ou simplement à la classe moyenne inférieure et ce changement de vision résulte en partie des difficultés dans le marché de l'emploi où l'on sent une augmentation de l'insécurité¹⁴⁰.

Le marché du travail

Le taux de chômage augmenta pendant la crise financière. En effet, les fusions et les faillites d'entreprises eurent pour conséquences l'expulsion de travailleurs réguliers, la diminution du nombre d'embauches et la limitation des chances de promotion, car celles-ci étaient désormais plus sélectives¹⁴¹. En effet, on

¹³⁸ Denise Flouzat. *Japon, éternelle renaissance*. 2004, p.205.

¹³⁹ Bernard Bernier. *Le Japon au travail*. 2009, p.193.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.194.

¹⁴¹ *Ibid.*, p.209.

fixa des âges et des délais maximaux pour avoir accès à des échelons de la hiérarchie. Aussi, le nombre de travailleurs ayant une sécurité d'emploi diminua. On élimina des postes de haute direction et des échelons dans la hiérarchie des entreprises, et ce, au moment où le nombre de personnes admissibles aux promotions augmentait. Au même moment, le nombre de diplômés universitaires était en augmentation¹⁴², mais les places disponibles dans les grandes entreprises, celles qui assuraient la sécurité d'emploi, étaient en forte diminution. En effet, la formation en entreprises engendrait trop de dépenses et les entreprises cherchaient à les réduire. Ainsi, afin de minimiser les coûts, les dirigeants décidèrent de se mettre à engager des travailleurs en milieu de carrière¹⁴³. De plus, elles tentèrent de diminuer leur masse salariale en réduisant le nombre de leurs employés. On encouragea la retraite anticipée auprès des plus vieux employés. Au même moment, les entreprises engageaient de plus en plus une main-d'œuvre non régulière, soit des travailleurs temporaires, à contrats de durée limitée, à temps partiel et à la journée¹⁴⁴. De ce fait, de 1995 à 2000, le total de travailleurs irréguliers passa de 10,01 millions à 12,73 millions¹⁴⁵.

Les conditions des femmes

Par ailleurs, à cause de la croissance des années 1980 et l'insuffisance du nombre de jeunes hommes entrant dans le marché du travail, les femmes occupèrent graduellement une plus grande part du marché. On retrouvait alors principalement deux types de travailleuses et ce, encore aujourd'hui. D'abord, il y avait les femmes de carrière (28 à 35 ans) qui avaient poursuivi des études universitaires. Malgré le

¹⁴² Bernard Bernier. *Le Japon au travail*. 2009, p.208.

¹⁴³ *Ibid.*, p.208.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p.215.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.215.

fait qu'elles étaient éduquées, les femmes ne se retrouvaient pas dans tous les domaines d'emplois et rarement dans les domaines politiques, diplomatiques et juridiques, secteurs dominés par les hommes. Cependant, les femmes de carrière pouvaient facilement trouver leur compte dans l'éducation qui leur était très favorable. Toutefois, les postes de direction y étaient encore plus souvent réservés aux hommes. Nombre de femmes de carrière aspiraient à des postes de hautes responsabilités, car elles voulaient prouver qu'elles pouvaient être aussi efficaces que les hommes, allant même jusqu'à sacrifier leur vie privée. À trente ans passés, elles n'étaient pas encore mariées et n'avaient pas d'enfant. On les appelait les *loosing dogs*¹⁴⁶. Ces femmes étaient peut-être des perdantes face à la société, mais en tant qu'individus elles étaient gagnantes, car elles gardaient leur liberté financière et leur carrière¹⁴⁷. Ces femmes iront toutefois chercher des postes de plus en plus élevés dans des domaines où les qualités féminines étaient souvent jugées utiles, par exemple dans les grands magasins et supermarchés, les secteurs du textile et des cosmétiques¹⁴⁸. Comme partout ailleurs au Japon, malgré le niveau d'éducation, l'ancienneté primait sur toutes autres considérations d'avancement.

Venait ensuite les *office ladies* qui étaient en général de jeunes femmes qui travaillaient à des postes d'assistantes. Contrairement aux femmes de carrière, elles vivaient encore chez leurs parents. En possession d'un revenu assez confortable, elles pouvaient consommer à loisir. Ces jeunes femmes se devaient cependant d'avoir deux vertus fondamentales : la jeunesse, ainsi qu'une « douceur angélique ».

Toutefois, après quelques années de loyaux services, les employeurs s'empressaient

¹⁴⁶ Véronica Chambers. *Kickboxing Geishas*. 2007, p.125.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.125.

¹⁴⁸ Mizue Hayashi et al.. *Des Japonaises*. 1987, p.109.

de leur faire comprendre qu'il était temps pour elle de partir. Certaines, attentives aux offres de leur chef de service et, après les présentations officielles, finissaient souvent par épouser un employé de la même firme. À ce moment-là, elles perdaient leur emploi, mais s'élevaient dans la hiérarchie sociale et devenaient ce que l'on appelle des *senryo shufu*, des femmes au foyer professionnelles. Cela consistait à s'occuper activement du bien-être physique et mental, de leur époux, *salary man*, de sa productivité, de ses relations publiques et en plus de gérer son argent et de s'occuper des enfants. Nous retrouvons également au Japon des travailleuses d'usine, souvent mais pas toujours à temps partiel. Il y avait enfin des travailleuses qui passaient par des agences d'emploi à temps partiel. Cette catégorie de travailleuses constituait un bon nombre de maîtresses de maison qui retournaient ainsi sur le marché du travail lorsque les enfants avaient fini leur éducation secondaire. Les femmes avaient effectivement énormément de difficultés à trouver un véritable emploi après de longues années d'absence.

Dans les années 1990, avec la fin de la bulle économique et les mises à pied mentionnées plus haut, il est devenu encore plus difficile pour les jeunes femmes de se trouver un emploi régulier dans une grande entreprise. En effet, étant donné la diminution du nombre de postes et étant donné la préférence des entreprises pour la main-d'œuvre masculine, les femmes ont vu les occasions d'emploi permanent diminuer. De plus, la majorité des postes qu'on leur offrait étaient surtout précaires. Dans ces circonstances, plusieurs jeunes femmes en sont revenues à préférer se marier plutôt que d'avoir un travail sans intérêt. Le problème, dans le contexte japonais, c'est qu'on se marie avec quelqu'un qui a un bon emploi. Or, avec la

récession qui dure depuis plus de 20 ans, il y a une pénurie d'hommes ayant ce type de travail, il y a donc une pénurie de bons candidats au mariage. Plusieurs femmes se retrouvent donc dans la trentaine sans être mariées.

Le gouvernement de Shinzo Abe a proposé récemment (février 2015) un changement radical dans le traitement des femmes sur le marché du travail. En effet, avec la baisse du nombre de jeunes hommes disponibles, et souhaitant limiter la venue d'immigrants, le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'utiliser les compétences des femmes, donc de transformer la politique d'embauche des entreprises, pour faire une place accrue aux femmes. À cette fin, il a proposé l'augmentation des services aux femmes pour leur permettre de travailler à temps plein. Il faudra voir si ces souhaits se transformeront en politiques et pratiques concrètes.

Les conditions des jeunes

Vu toutes ces difficultés grandissantes sur le marché du travail, autant pour les hommes que pour les femmes, plusieurs jeunes souhaitaient vivre différemment, entre autres, avec plus de liberté au plan de leur carrière. Cette possibilité s'offrait davantage dans les petites entreprises ou dans le travail indépendant. Nombreux étaient ceux qui disaient désormais ne pas vouloir travailler toute leur vie dans la même entreprise; ils voulaient plus de mobilité et de nouveauté, ce qui encourageait l'épanouissement personnel au travail et la créativité. Devant inévitablement faire face à la réalité d'un marché du travail défavorable, les jeunes préféraient dorénavant cette option. Plusieurs d'entre eux étaient classés comme *furita*, non pas par choix, contrairement aux années 1980 où on les qualifiait de travailleurs irréguliers,

cherchant uniquement à avoir un revenu suffisant pour s'adonner à leurs loisirs. En effet, les jeunes étaient souvent critiqués par leurs aînés, qui les qualifiaient de fainéants, d'individualistes et moins portés à sacrifier leur vie privée et trop enclins à désirer tout avoir le plus vite possible sans y mettre les efforts, et ce, dans un système de plus en plus méritocratique. Toutefois, il était possible de comprendre ces comportements en regardant les effets qu'avait eus le système sur leurs parents, conservateurs et rigides. Cette rigidité ainsi que le style de vie que procurait l'emploi à vie ne correspondait plus nécessairement aux aspirations de cette génération, plus curieuse et diversifiée¹⁴⁹. Dans les années 1990 et encore aujourd'hui, les jeunes qui travaillent pendant de courtes périodes et qui changent souvent d'emplois ou qui ne savent pas trop quel genre de travail ou de carrière ils veulent entreprendre, se contentent d'emplois de seconde zone¹⁵⁰. Et, plus la période de travail en tant que *furita* est longue, moins grandes sont les chances de se trouver un emploi régulier par la suite. En effet, après deux années ou plus dans cette situation, les chances de réussite baissent à 28%¹⁵¹. Aussi, on estime que le taux de chômage des jeunes en 2002 se situait entre 15 et 20%¹⁵². La jeunesse ressent les contrecoups de la crise parfois plus fortement que les autres tranches d'âge. L'époque où les jeunes diplômés pouvaient choisir entre plusieurs offres d'emploi est révolue.

De plus, les écoles étant de moins en moins proches des entreprises, les jeunes finissants ne sont plus représentés par leurs professeurs auprès des recruteurs.

Ainsi, ces derniers peuvent se permettre d'être beaucoup plus sélectifs et pointilleux

¹⁴⁹ Jeff Kingston. *Japan's Quiet Transformation. Social Change and Civil Society in the Twenty-First Century*. 2004, p.273.

¹⁵⁰ Bernard Bernier. *Le Japon au travail*. 2009, p.224.

¹⁵¹ William W. Kelly and Merry I. White. *Students, Slackers, Singles, Seniors and Strangers*. 2002, p.72.

¹⁵² Jeff Kingston. *Japan's Quiet Transformation*. 2004, p.271.

par rapport aux futurs employés. Leurs chances de trouver des emplois permanents diminuent, car les grandes entreprises engagent en plus petits nombres. C'est pourquoi ces jeunes dépendent davantage de leurs parents, causant par le fait même, le report du mariage. Ce n'est pas par manque d'indépendance ou de volonté que ces jeunes célibataires vivent dans ces conditions. Ils sont le résultat de structures économiques et sociales qui limitent les chances d'emploi.

Finalement, la vie adulte ne peut plus être uniquement perçue à travers l'emploi permanent, les relations de travail ou l'avancement dans la hiérarchie. Ce système n'est plus aussi stable et prévisible qu'avant. La structure de l'emploi permanent ainsi que le salaire en fonction de l'ancienneté perdent du terrain car les promotions sont plus souvent qu'avant au mérite et non selon l'âge et les jeunes ne sont plus aussi fidèles à leur entreprise.

Le modèle de gestion selon le *nihonjinron*

Mais bien que l'emploi à vie et la sous-culture des grandes entreprises ne touchent en réalité que le quart de la force de travail du Japon, il n'en reste pas moins que cette tranche de la population fournit un modèle à suivre pour tous les travailleurs, celui de sacrifier leurs intérêts personnels et parfois même leurs droits pour le bien de leur entreprise¹⁵³. En effet, dans ce type de système qui existe depuis les années 1950, ce n'est pas à l'individu que l'on assigne les tâches, mais au groupe. Ainsi, bien que le modèle de la famille patriarcale multigénérationnelle du *ie* soit presque disparu des foyers japonais, on le retrouve encore aujourd'hui dans le milieu du travail. Selon les ouvrages du *nihonjinron*, cette forme de communauté

¹⁵³ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, p.14.

traditionnelle fondée sur la famille serait à la source du type d'organisation des entreprises japonaises modernes¹⁵⁴. Certaines entreprises vont jusqu'à publier leur propre livre afin de permettre à leurs employés d'expliquer aux étrangers le fonctionnement et les origines des relations de travail au Japon. Le meilleur exemple est celui de Nippon Steel qui publia en 1984, en anglais et en japonais, *Nippon : The Land and its People* résumant la culture et le caractère japonais. La culture du riz est donc présentée comme le fondement du développement de la conscience du groupe, car les communautés villageoises devaient travailler ensemble dans le processus de plantation et de récolte du riz. Ce sentiment d'appartenance était renforcé par l'homogénéité et la longue période d'isolement du pays. De plus, le confucianisme qui mettait l'accent sur l'importance de la famille et du clan se serait, comme mentionné plus haut, transposé chez les employés ayant un important sentiment d'appartenance à leur entreprise¹⁵⁵.

Bien évidemment, pour que le système fonctionne efficacement au sein de grosses entreprises de plusieurs milliers d'employés, certains ajustements sont de mise. Afin d'aider à maintenir la relation paternaliste entre l'employé et la direction plusieurs primes sont accordées. En plus de la paie standard, une paie spéciale est accordée lors de maladie, de mariages, de funérailles d'un membre de la famille, d'une naissance, etc.¹⁵⁶ ; des vacances payées sont même parfois accordées dans ce type de circonstances. Le logement est souvent fourni, même l'éducation des enfants peut être soutenue et un fond de pension pour la retraite est prévu pour chaque employé permanent.

¹⁵⁴ Kosaku Yoshino. *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. 1992, p.101.

¹⁵⁵ Jennifer Robertson, ed.. *A Companion to the Anthropology of Japan*. 2005, p.60.

¹⁵⁶ Harumi Befu. *Japan, an Anthropological Introduction*. 1971, p.137.

Ce contexte déifiant en quelque sorte les entreprises, perçues comme toutes-puissantes et omniprésentes dans la vie des travailleurs, fait en sorte qu'ils ressentent un devoir d'y vouer une majeure partie de leur vie afin de répondre du mieux qu'ils le peuvent à ses ordres et à ses besoins. Ainsi, l'entreprise serait une communauté qui partagerait tout, les mêmes bénéfices et le même destin. Avec le temps, l'entreprise deviendrait un objet d'affection, une affaire personnelle partagée entre tous les employés.

Toutefois, ce type de comportement ne tire pas ses origines de l'altruisme, mais du calcul et de la logistique. En se présentant comme dévoués et travaillants, nombre d'employés espèrent ainsi obtenir une promotion ou une augmentation de salaire¹⁵⁷. Mais quel que soit le point de départ dans l'entreprise, une norme demeure, nul n'accédera à l'échelon supérieur à moins d'avoir complètement assimilé et maîtrisé les tâches requises du précédent et une fois passé à l'étape suivante, l'apprentissage est à recommencer par l'entremise d'une nouvelle formation¹⁵⁸. De ce fait, les personnes occupant les postes les plus élevés connaissent en détails ce qui se déroule dans les échelons inférieurs, non pas de manière théorique, mais concrète grâce à leur formation continue. Cela permet, dans un contexte d'emploi à vie d'éviter des tâches trop monotones tout au long de la carrière professionnelle.

Ainsi, ce modèle de gestion est davantage une forme d'endoctrinement moral qu'une structure empathique et compatissante. Le *tatemaie* représentant l'entreprise comme une famille cache en réalité le *honne* des objectifs corporatifs¹⁵⁹. Bien que

¹⁵⁷ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, p.99.

¹⁵⁸ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et Société au Japon*. 1984, p.133.

¹⁵⁹ Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, pp.100-101.

partiellement illusion, il est profondément ancré dans l'imaginaire de la nation japonaise et ardemment maintenu. Le salaire selon l'ancienneté et l'emploi à vie sont des piliers essentiels de ce modèle et se retrouvent presque qu'exclusivement dans les grandes entreprises et n'est souvent réservé qu'aux salariés masculins¹⁶⁰.

Avant d'être engagés dans une grande entreprise et d'avoir accès à ces privilèges, les jeunes doivent être diplômés d'une université de renom. En réalité, on porte peu d'attention aux notes, on s'attarde avant tout à l'institution qui fera en sorte que l'individu saura à quel statut et succès il pourra prétendre durant sa vie professionnelle¹⁶¹. Une fois engagé, la formation des stagiaires est intensive et dure plusieurs semaines, et bien que leur opinion soit sollicitée et que les erreurs soient acceptées, elles ne doivent pas être répétées. L'objectif est essentiellement d'inculquer aux nouveaux employés les valeurs et les politiques de l'entreprise et de faire d'eux des employés modèles, altruistes, sans ego, prêts à suivre n'importe quel ordre, aussi déraisonnable soit-il. La dévotion à l'entreprise devient un des critères principaux de promotion. Certaines entreprises exigent même des stagiaires qu'ils chantent des chansons, parfois en pleine rue telle une initiation¹⁶². Une fois employés, il arrive que tous doivent se réunir pour chanter l'hymne de la maison, et ce, à chaque matin.

Ainsi, la mentalité derrière ce type d'embauche est que moins les nouveaux arrivants en savent, plus il est possible d'attendre d'eux soumission et gratitude. Une formation professionnelle donnée à l'école avant l'entrée dans la vie active est vue

¹⁶⁰ Kosaku Yoshino. *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. 1992, p.94.

¹⁶¹ Chie Nakane. *La société japonaise*. 1974, p.148.

¹⁶² Yoshio Sugimoto. *An introduction to Japanese Society*. 2010, p.101.

par plusieurs dirigeants de compagnie comme un obstacle au processus d'intégration dans l'entreprise et pourrait, dans le pire des cas, renverser la situation où ce serait alors l'employé qui aurait l'impression d'apporter des compétences à ses patrons. De manière générale, le monde du travail n'en est pas un de formation très étroite¹⁶³, car perçue comme plutôt indésirable, elle compromet la flexibilité dont doivent être capables les institutions et les hommes, d'où les formations généralistes dispensées dans les milieux scolaire et professionnel. Cela permet aux employés d'effectuer des tâches diverses, parfois même en dehors de leurs compétences de base¹⁶⁴. De plus, lors de la mise en œuvre d'un projet, toute opposition à son égard est rapidement tuée dans l'œuf, alors que son appui est grandement encouragé¹⁶⁵.

Or, le système de gestion qui encourage le partage des responsabilités et la rotation des tâches de travail semble avoir fonctionné sans problème majeur, du moins de 1960 à 1990, le rendant très compétitif à l'international. Aussi, afin de maintenir l'harmonie au sein du groupe, des sorties sont organisées après les heures de travail. Elles servent de soupape, permettant aux employés d'évacuer les tensions et frustrations accumulées. Cette forme de défoulement est nécessaire, particulièrement pour les individus qui passeront toute leur vie professionnelle ensemble.

Par ailleurs, il a souvent été dit que les entreprises fonctionnent de manière *bottom up*¹⁶⁶. Ce n'est pas tout à fait vrai. Les décisions dans les grandes entreprises sont basées sur des propositions qui viennent en général des échelons moyens de la

¹⁶³ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et Société au Japon*. 1984, p.78.

¹⁶⁴ Harumi Befu. *Japan, an Anthropological Introduction*. 1971, p.140.

¹⁶⁵ David J. Lu. *Inside Corporate Japan : The Art of Fumble-Free Management*. 1987, p.43.

¹⁶⁶ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...*1993, p.175.

hiérarchie (*kachô*, *buchô*) et non pas des échelons inférieurs. Ce sont la plupart du temps les chefs de section (*kachô*), qui ont sous eux dix et vingt personnes, qui font les propositions de changements au sein des entreprises et non pas les employés à la base. Les propositions qui viennent des *kachô* sont élaborées en groupe par leur équipe, puis soumises au chef de bureau ou de service (*buchô*). Lorsque le *buchô* accepte, la proposition est soumise, vers le haut de la hiérarchie et latéralement, aux personnes concernées par la mesure et à des personnes dans d'autres sections de la compagnie. Dans certains cas, les personnes tout au bas de l'échelle sont consultées, ainsi que le syndicat. Dans d'autres cas, comme dans celui des décisions financières, les propositions viennent souvent des chefs de services ou des vice-présidents et on ne consulte pas les personnes au bas de l'échelle. On peut donc dire que dans les grandes entreprises japonaises, il y a décision collective par consultation et non par consensus. Les employés consultés varient selon la nature de la décision. Plus la décision touche l'ensemble de la compagnie, plus elle est prise à des échelons supérieurs et plus elle est mineure, plus elle inclut les échelons inférieurs. Bien entendu, il arrive que le dirigeant lui-même fasse des propositions, mais elles ne sont pas pour autant immédiatement exécutées¹⁶⁷. Elles doivent, la plupart du temps, à leur tour être évaluées par plusieurs degrés de la hiérarchie, car il faut s'assurer que l'ensemble des personnes concernées ait donné son opinion et aussi pour susciter la collaboration de tous dans la mise en places des mesures. Dans ce contexte, on peut comprendre que le statut du supérieur, qui est clairement défini, ne se traduit pas nécessairement par des tâches très précises. De plus, la popularité du patron dépend également de son attitude envers ses employés. La configuration des aires de travail

¹⁶⁷ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...* 1993, p.175.

aide également au renforcement des liens entre les employés eux-mêmes et leur supérieur. En effet, chaque section travaille généralement dans une même pièce avec les bureaux des employés collés les uns aux autres et à celui du chef de section habituellement au bout, placé perpendiculairement. Le modèle de gestion japonais met donc beaucoup l'accent sur les relations verticales, présentées comme quasi naturelles, et sur la coopération. Le fait d'être lié de manière aussi importante à leur supérieur, rend les relations horizontales plus difficiles, que ce soit entre les membres de différentes équipes, entre services et entre entreprises. Par contre, les relations horizontales sont fortes à l'intérieur d'une même équipe. Cette tendance est exacerbée par le fait que les employés n'entretiennent en réalité de relation verticale qu'avec leur supérieur immédiat, la rendant par le fait même d'autant plus significative¹⁶⁸.

Conclusion

La sécurité et la stabilité qu'avaient tenues pour acquises les Japonais jusqu'à l'éclatement de la bulle économique et le début de la crise financière au début des années 1990 sont maintenant en partie remises en question. Le modèle japonais que l'on croyait jusqu'alors infaillible et qui était une source de fierté et de puissance fut ébranlé¹⁶⁹. Mais bien que de nombreux changements se fassent sentir dans la société, nombreux sont ceux qui s'accrochent aux valeurs traditionnelles et aux anciens idéaux. En effet, la crise engendra un renouveau du discours nationaliste, se portant à la défense du pays face aux dangers extérieurs comme une immigration massive.

¹⁶⁸ Jennifer Robertson, ed.. *A Companion to the Anthropology of Japan*. 2005, p.68.

¹⁶⁹ Jeff Kingston. *Japan's Quiet Transformation*. 2004, p.303.

Certains politiciens, comme le Premier ministre Abe Shinzo, prônent le retour et le maintien de valeurs plus traditionnelles¹⁷⁰ bien qu'il ne s'agisse que du reflet d'une partie de la population.

Ainsi, l'instrumentalisation des discours du *nihonjinron* a permis de faire la promotion des intérêts économiques du pays et d'altérer de manière positive l'image que les Japonais avaient d'eux-mêmes et de leur société après la Seconde Guerre mondiale. La diffusion de leur conviction dans l'approche unique que constitue leur modèle de gestion, à l'origine du système de relations industrielles parmi les plus sophistiqués du monde, contribue grandement à l'esprit de corps de la main-d'œuvre, mais également à détourner l'attention des travailleurs des moins bons aspects de leur vie quotidienne¹⁷¹. De plus, attribuer la grande réussite économique de la période d'après-guerre essentiellement aux traits spécifiques de la culture japonaise, aide la main-d'œuvre à mieux accepter le haut niveau de discipline associé à cette tradition, une tradition qui, dans le milieu du travail, est en fait plutôt récente. Ainsi, cette acceptation permet aux autorités de plus facilement façonner les travailleurs à l'image de l'employé modèle¹⁷². Une perception persiste autant chez les Japonais eux-mêmes que chez les étrangers, à savoir que le Japonais travaille parce qu'il est culturellement programmé pour le faire¹⁷³. L'entreprise nippone moderne est donc souvent considérée comme l'incarnation de la culture sociale traditionnelle. Il s'agirait en fait d'un microcosme de la société japonaise typique, et les hommes d'affaires seraient les grands porteurs de cette culture. Le milieu du travail est donc

¹⁷⁰ Bernard Bernier. *Le Japon au travail*. 2009, p.219.

¹⁷¹ Ross Mouer and Yoshio Sugimoto. *Images of Japanese Society: A Study in the Social Construction of Reality*. 1986, p.169.

¹⁷² *Ibid.*, p.169.

¹⁷³ Hideo Kamata. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez...*1993, p.182.

un lieu de socialisation majeur en ce qui concerne les valeurs nationales et, pour devenir un Japonais à part entière et sensé, il faut joindre une entreprise¹⁷⁴ confirmant ainsi son acception de la société telle qu'elle est. Cela signifie, selon l'idéal du *nihonjinron*, qu'avant toute chose le Japonais ne remet en cause ni les fondements, ni les structures, ni les objectifs de cette société et son refus d'affrontement des détenteurs du pouvoir politique et économique est respecté¹⁷⁵.

Ce modèle de gestion, bien que représentatif seulement d'une partie de la société japonaise, maintient l'idée d'une communauté unique dont les exploits sont dus à son homogénéité et dont les frontières culturelles claires sont difficilement pénétrables à moins d'être Japonais. Ce système, très fortement lié à la codification culturelle opérée dans l'après-guerre, à laquelle il a contribué, tend donc à exclure les étrangers qui ne possèdent pas les pratiques et attitudes jugées nécessaires au bon fonctionnement du système. Dans ces circonstances, un taux d'immigration élevé apparaît comme dangereux pour le maintien non pas seulement du système d'entreprises, mais aussi de la culture nationale elle-même. Il ne semble donc pas désirable pour la majorité des Japonais d'utiliser l'immigration massive pour remédier aux problèmes économiques et sociétaux.

Après avoir passé en revue les origines et l'évolution du peuple japonais moderne, autant sur le plan politique, éducatif, social, qu'économique, il est intéressant de se demander quels en sont les impacts réels sur la venue et l'intégration des étrangers à ce type de société.

¹⁷⁴ Kosaku Yoshino. *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. 1992, p.183.

¹⁷⁵ Jean-Michel Leclercq. *Éducation et société au Japon*. 1984, p.121.

Chapitre 5 : L'immigration

Le survol historique

La politique d'immigration du Japon date du *Immigration Control Act* de 1951, mis en place après la signature du traité de San Francisco, mettant fin à l'occupation du Japon par les États-Unis. À l'époque, le gouvernement enleva unilatéralement la nationalité japonaise aux Coréens et Taiwanais résidant au Japon¹⁷⁶. Toutefois, dès 1952, il transféra le contrôle de l'immigration du ministère des Affaires étrangères au Bureau du contrôle de l'immigration et permit aux Chinois et aux Coréens demeurés au Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale de finalement obtenir un statut de résidence qui, cependant, ne leur donnait pas accès à l'assistance sociale et aux logements sociaux ainsi qu'à d'autres services¹⁷⁷.

Par ailleurs, les problèmes de manque de main-d'œuvre se sont aggravés dans les années 1980, au plus fort de l'expansion économique du Japon, si bien que les petites et les moyennes entreprises éprouvèrent plus de difficultés à satisfaire leurs besoins. Cette situation résulta d'une combinaison de facteurs, dont les problèmes démographiques, la popularité grandissante des produits japonais et le fait que les jeunes Japonais, plus éduqués, étaient peu enclins à effectuer des tâches ingrates¹⁷⁸ souvent catégorisés comme *kitsui* (exigeantes), *kitanai* (salissantes) et *kiken*

¹⁷⁶ Tessa Morris-Suzuki. "Invisible Immigrants : Undocumented Migration and Border Controls in Early Post War Japan". *Journal of Japanese Studies*. vol.32, no.1. 2006, p.129.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p.133.

¹⁷⁸ David Blake Willis and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan : At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*, 2008, p.330.

(dangereuses)¹⁷⁹. Le Japon se tourna alors à contrecœur vers la main-d'œuvre étrangère, 30 ans après la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ainsi, depuis les années 1980, le nombre d'étrangers augmenta, passant de 1 million en 1990 à 2 millions en 2013, et ce, sans compter les immigrants illégaux¹⁸⁰. Cette situation pourrait s'expliquer par une réduction importante du coût des voyages internationaux et par la hausse concomitante de la richesse individuelle des ressortissants. De plus, les restrictions sur l'émigration ont été progressivement assouplies en Chine continentale, en Corée du Sud et à Taiwan. Aussi, la valeur de la devise japonaise a considérablement augmenté depuis le milieu des années 1980, ce qui en fait un choix attrayant pour les étrangers à la recherche de travail. En outre, il y a également un décalage apparent entre l'offre et la demande sur le marché du travail entre les frontières¹⁸¹.

Les réformes politiques

Vu la situation, lors de la réforme des politiques d'immigration en 1982, à la suite de pressions internes, surtout démographiques, et internationales, des mesures furent mises en place pour établir des procédures d'acceptation des réfugiés et pour créer de nouvelles catégories de statuts de résidence. La réforme de 1989 permit, quant à elle, d'élargir les possibilités d'emploi pour les travailleurs étrangers qualifiés. Ces modifications simplifièrent les procédures d'arrivée de ces travailleurs en les rendant

¹⁷⁹ Yasuo Kuwahara. "Migrant Workers in the Post-War History of Japan". *Japan Labor Review*. vol.2, no.4, Automne 2005, p.29.

¹⁸⁰ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.stat.go.jp/english/data/nenkan/1431-02.htm>.

¹⁸¹ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.14.

plus transparentes. Ainsi, depuis 1990, trois grands critères régulent l'immigration dont dépendent 27 catégories de visas¹⁸².

“1) admitting foreign workers, on whatever basis, should be a last resort; 2) no unskilled workers should be admitted; 3) all foreigners should be admitted on temporary basis only.”¹⁸³

L'objectif fut donc d'ouvrir les portes du pays à l'immigration, mais uniquement aux travailleurs qualifiés, et d'encourager le retour au pays de nombreux descendants japonais en provenance, entre autres, du Brésil (*nikkeijin*)¹⁸⁴. Dans les années 1980, beaucoup de travailleurs étrangers provenaient du Bangladesh, du Pakistan et de l'Iran. Toutefois, entre 1989 et 1992, le gouvernement japonais suspendit les accords mutuels d'exemption de visas conclus avec ces trois pays, car un nombre grandissant des immigrants venant de ces pays dépassaient le temps alloué par leur visa de touriste. À la suite de cette décision, le nombre de Bangladeshis passa de 14 000 à 2 700, les Pakistanais de 19 000 à 5 900 et les Iraniens de 48 000 à 14 300¹⁸⁵. En effet, l'État put facilement remplacer ces travailleurs par les *nikkeijin*. Malgré tout, les étrangers moins qualifiés et en provenance de pays plus pauvres trouvaient tout de même le moyen de s'infiltrer au pays et pas nécessairement illégalement, car bien que le gouvernement japonais interdisait officiellement l'entrée aux travailleurs non qualifiés, il ne pouvait pas non plus fermer les yeux sur leur utilité économique. Aussi, le ministère de la Justice a-t-il mis en place différentes portes d'entrée officieuses

¹⁸² Patrick Hein. “Does Ethnic Origin Determine Integration Success? A Comparison of Immigration Policies in Germany and Japan”. *Asian Ethnicity*, vol.37, no.2, March 2012, p.175.

¹⁸³ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.23.

¹⁸⁴ *Ibid.*, pp.7-8.

¹⁸⁵ Kristin Surak. “Convergence in Foreigners’ Rights and Citizenship Policies? A Look at Japan”. *International Migration Review*, vol.42 no.3, Autumn 2008, p. 562.

permettant l'importation légale d'un nombre relativement important de travailleurs non qualifiés par le biais de visas qui, en fait, ne correspondaient pas nécessairement aux tâches effectuées. Ainsi, chaque étranger mettant le pied au Japon devait avoir un visa et celui-ci devait refléter son statut résidentiel. Le statut le plus commun était et est toujours celui de visiteur temporaire de 90 jours. Certains visas permettaient aux étrangers de travailler, mais ceux-ci devaient être qualifiés pour y avoir accès. C'est de cette manière que plus de la moitié des 800 000 immigrants « non désirés » purent entrer au Japon¹⁸⁶.

Les résidents non japonais peuvent donc être employés pour différents types d'emploi, tout en demeurant dans la limite de leurs statuts de résidence stipulés par l'*Immigration Control and Refugee Recognition Act*. Il s'agit des quelques professions ou activités suivantes : professeur, artiste, journaliste, chercheur, investisseur/gestionnaire, instructeur, ingénieur, spécialiste en services humanitaires/internationaux, travailleur qualifié, *entertainer*, activités religieuses, services juridiques et de comptabilité, services médicaux, mutation dans une compagnie, et activités spécifiques (vacances de travail, stage technique). Il existe également six statuts qui, en principe, ne permettent pas de travailler : activités culturelles, visiteur temporaire, étudiant universitaire, étudiant du secondaire, stagiaire et personne à charge¹⁸⁷. Voici un aperçu de quelques types de visas.

¹⁸⁶ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.14.

¹⁸⁷ Yasuo Kuwahara. "Migrant Workers in the Post-War History of Japan". *Japan Labor Review*. vol.2 no.4, Autumn 2005, p.32.

Le visa de stagiaire

En 1989, après la révision de la Loi sur l'immigration, le programme visant les stagiaires était étendu aux petites et moyennes entreprises ayant un problème d'accès à la main-d'œuvre alors qu'il était précédemment réservé aux grandes entreprises. Bien que ce programme soit destiné en apparence à des jeunes en provenance de pays développés souhaitant acquérir de nouvelles compétences, il est généralement utilisé pour avoir accès à de la main-d'œuvre bon marché. Ainsi, les « stagiaires » exécutent principalement des tâches ne requérant que peu ou pas de formation¹⁸⁸ et puisqu'ils ne sont pas classifiés comme étant de véritables employés et ne sont pas protégés par les lois du travail, nombre d'entre eux se voient forcés de faire des heures supplémentaires, ce qui est illégal. D'autres ne sont pas suffisamment payés, parfois même pas du tout et voient leurs droits bafoués, comme dans certains cas de violence et de harcèlement sexuel ou autres¹⁸⁹.

Le visa d'étudiant

Il a été créé en 1990 lors de la révision de l'*Immigration Control Act*, afin d'encourager fortement la venue d'étudiants étrangers en sol japonais. Ce visa permet non seulement d'apprendre la langue, de faire des études, mais également de travailler à temps partiel durant l'année scolaire et à temps plein durant les vacances. Toutefois, la majorité des étudiants travaillent plus d'heures que ce qui est permis et nombreux sont ceux qui finissent par travailler à temps plein tout au long de l'année. Ils dépassent même souvent la date d'expiration de leur visa. Par ailleurs, certains entrent au pays

¹⁸⁸ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.14.

¹⁸⁹ Hiroaki Watanabe. "Concerning Revisions in the Foreign Trainee and Technical Intern System". *Japan Labor Review*. vol.7, no.3, Summer 2010, p.48.

avec de faux documents et les écoles qu'ils prétendent fréquenter ne sont en fait que des entreprises faisant de la contrebande d'immigrants (*immigrant-smuggling firms*)¹⁹⁰.

Le visa du divertissement

En 2002, plus de 58 000 étrangers résidaient au Japon grâce à ce visa¹⁹¹. Il s'agit surtout de femmes qui sont acceptées en tant que professionnelles, mais elles viennent surtout travailler dans des bars d'hôtesses, des boîtes de nuit en tant que serveuses ou simplement prostituées. La plupart sont en provenance des Philippines ou d'ailleurs en Asie et la majorité sont des femmes sans papier, souvent exploitées et retenues de force par leur proxénète¹⁹².

Une tentative de réforme

Un autre projet ambitieux fut développé par le Parti Libéral Démocrate alors au pouvoir en 2008. Ce nouveau système de réformes des politiques d'immigration devait être fondé sur l'hypothèse selon laquelle l'afflux de travailleurs migrants au Japon suivait une tendance historique naturelle et inévitable. Il fut donc proposé d'accepter 10 millions d'immigrants d'ici les 50 prochaines années et de faire en sorte qu'ils accèdent plus facilement, eux et leurs familles, à la citoyenneté. De plus, le nouveau système devrait offrir un soutien à l'éducation et à la formation professionnelle des immigrants éventuels à un coût raisonnable. Enfin, le gouvernement devrait créer une nouvelle agence pour gérer exclusivement toutes les tâches pertinentes telles que le

¹⁹⁰ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.15.

¹⁹¹ Hiroaki Watanabe. "Concerning Revisions in the Foreign Trainee and Technical Intern System". *Japan Labor review*. vol.7, no.2, Summer 2010, p.15.

¹⁹² Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.15.

contrôle de l'immigration, l'intégration sociale et la naturalisation¹⁹³. Toutefois, ce projet ne se concrétisa pas, la population y étant réticente et, en 2009, le Parti Démocrate prit le pouvoir. Le projet fut donc abandonné.

La réalité de la situation

Ainsi, au Japon, les politiques d'immigration ont-elles évolué depuis les 25 dernières années, s'assouplissant et légalisant davantage la venue de travailleurs immigrants, mais il reste encore beaucoup d'ajustements à faire quant à de meilleures conditions de travail et d'intégration. Et l'existence de milliers d'étrangers force la population à faire face à un important dilemme. Bien que les politiques d'immigration soient contre l'entrée de travailleurs non qualifiés, la réalité est qu'il y a une demande pour ce type de main-d'œuvre. Par contre, l'importance du maintien de l'harmonie sociale amène le gouvernement à garder une certaine rigueur dans ses façons de faire et à continuer à rapatrier en masse les immigrants illégaux. En effet, le nombre de déportations est en moyenne de 33 000 personnes par année¹⁹⁴. Afin de pallier au manque de main-d'œuvre, il encourage les employeurs à moderniser leurs installations et leurs équipements pour éliminer la demande des travailleurs non qualifiés¹⁹⁵. En outre, comme on l'a vu, le Premier ministre Abe a récemment encouragé les entreprises à embaucher des femmes, ce qui réglerait au moins partiellement le problème de manque de main-d'œuvre.

¹⁹³ Junishi Akashi. "Japanese Immigration Policy in a Transition". *Asian Review*, no.24, 2011, p.20.

¹⁹⁴ Patrick Hein. "Does Ethnic Origin Determine Integration Success? A comparison of Immigration Policies in Germany and Japan". *Asian Ethnicity*. Vo.13, no.2, March 2012, p. 171.

¹⁹⁵ Louis D. Hayes. *Introduction to Japanese Politics*. 2005, p.152.

De plus, la *Alien Registration Law* stipule que les étrangers ayant l'intention de rester au Japon doivent obligatoirement donner leurs empreintes digitales au début de leur séjour et ceux qui s'y refusent risquent un an de prison ou 200 000 yens d'amende¹⁹⁶. Et une fois entrés au pays, la situation n'est pas toujours évidente ; de nombreux propriétaires de logements n'acceptent que des locataires japonais. Certains agents immobiliers vont même jusqu'à exiger une copie des cartes de résidence pour pouvoir identifier les futurs locataires¹⁹⁷. D'autres vont même jusqu'à refuser d'offrir leurs services aux étrangers, et ce, même à des descendants japonais simplement parce qu'ils n'en ont pas l'air¹⁹⁸.

Bien que des changements aient été apportés, le Japon demeure un pays fermé et réticent face à l'immigration. Comme on peut le constater, le plus grand échec de l'internationalisation du Japon est le refus du pays d'accepter un grand nombre d'étrangers et de réfugiés en tant qu'immigrants, et ce, malgré le problème imminent du vieillissement de la population. D'ici 2025, presque 30% de la population japonaise sera âgée de 65 ans et plus. Il y aura à peine deux personnes en âge de travailler pour supporter un retraité¹⁹⁹. La combinaison entre la baisse du taux de natalité et une plus grande longévité a amené le pays à une crise démographique importante et la très courte histoire d'immigration du Japon l'a empêché de faire face à cette transition démographique. Selon certaines estimations, pour empêcher l'important déclin de la population, le Japon aurait besoin d'accueillir 17 millions d'immigrants entre 1995 et 2050, une moyenne de 343 000 immigrants par année. De plus, pour maintenir le

¹⁹⁶ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.204.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p.204.

¹⁹⁸ David Blake Willis and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan : At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*, 2008, p.284.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p.329.

niveau de la population en âge de travailler, 33,5 millions d'immigrants seraient nécessaires durant cette même période²⁰⁰. Malgré cela, les politiques d'immigration japonaises sont inébranlables quant au refus d'une immigration massive, car cette dernière causerait la dilution de la soi-disant homogénéité ethnique et culturelle du pays. Le gouvernement japonais encourage même les personnes dans la soixantaine à retarder leur retraite et envisage le développement de nouvelles technologies robotiques pour aider dans les tâches ménagères. Aussi, plutôt que de faire la promotion de l'immigration, on accorde une plus grande importance à l'implantation de politiques pour favoriser l'augmentation du taux de natalité²⁰¹. Certes il y a l'acceptation de descendants japonais en provenance d'Amérique latine, mais elle est fondée sur des liens du sang et leur nombre est limité. Il ne peut donc s'agir de la panacée aux problèmes démographiques du pays. De plus, de nombreux *nikkeijin* sont culturellement latinos et éprouvent beaucoup de difficulté à s'intégrer au mode de vie nippon à cause de barrières culturelles, linguistiques et sociales²⁰². Ils sont aussi victimes de discrimination. Aussi, l'acceptation de travailleurs asiatiques en soins de santé pour personnes âgées est uniquement sur une base temporaire. Ainsi, bien que le nombre d'étrangers ait augmenté, il reste qu'ils ne constituent qu'un faible pourcentage de la population résidente totale du pays. Le pourcentage d'étrangers résidant en permanence est le plus petit parmi les pays développés avec seulement 1,6% en 2013 par rapport à 14,5% et 8,8% aux États-Unis et en Allemagne²⁰³. De plus, d'après le

²⁰⁰ David Blake Willis and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan : At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*, 2008, p.330.

²⁰¹ Kazuaki Tezuka. "Foreign Workers in Japan: Reality and Challenges". *Japan Labor Review*. vol.2 no.4. Autumn 2005, p.56.

²⁰² Peng Er Lam. "Internationalisation and Immigration: Coping with the Aging Population Problem in Japan". *East Asian Policy*, vol.1, no.3, 2009, p.84.

²⁰³ Disponible à l'adresse suivante : <http://www.stat.go.jp/english/data/nenkan/1431-02.htm>.

résultat de sondages nationaux, 88% des répondants affirment ne pas vouloir une augmentation du nombre d'immigrants et 39% disent vouloir une diminution du taux d'immigration²⁰⁴.

De ce fait, la majorité de la population affirme que l'admission de travailleurs non qualifiés n'est pas uniquement l'introduction d'une simple main-d'œuvre, mais bien de personnes qui possèdent leur propre culture et manière de vivre ce qui mènerait à bien des problèmes qui ne sont définitivement pas d'ordre économique²⁰⁵. Toutefois, cette crainte se manifeste principalement envers les immigrants illégaux et en provenance de pays asiatiques plus pauvres comme les Philippines et la Thaïlande. Cette peur du monde extérieur s'applique aussi aux Japonais et à leurs descendants habitant à l'extérieur du pays (*nikkeijin*). Bien qu'on ait accueilli ces individus de même origine, il n'en reste pas moins qu'on les croit teintés par la culture occidentale. Certains croient même qu'une trop grande exposition à d'autres cultures et d'autres systèmes d'éducation rendrait les descendants de Japonais, les étudiants japonais en échange et les travailleurs japonais à l'étranger incapables de réintégrer efficacement la société japonaise à leur retour²⁰⁶.

Par ailleurs, bien que plus de 10% des travailleurs étrangers soient des professionnels et des techniciens d'origine américaine ou anglaise²⁰⁷, la majorité des employeurs qui engagent une main-d'œuvre étrangère proviennent généralement de petites entreprises du milieu manufacturier et du milieu de la construction offrant des

²⁰⁴ Sean Richey. "The Impact of Anti-Assimilationist Beliefs on Attitudes toward Immigration". *International Studies Quarterly*, vol. 54, no.1, March 2010. p.201.

²⁰⁵ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.18.

²⁰⁶ John Lie. *Multiethnic Japan*. 2001, p.22.

²⁰⁷ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.212.

conditions et des heures de travail difficiles. N'ayant souvent peu ou pas de connaissance de la langue japonaise, ce type de travailleurs fait partie du groupe le plus marginalisé de la société. Bien évidemment, les immigrants ne forment pas un bloc monolithique, on retrouve des expatriés, insatisfaits des conditions de leur pays d'origine, des femmes asiatiques qui ont épousé un agriculteur, des étudiants en échange travaillant à temps partiel, des professionnels et le classique *money-seeker*²⁰⁸.

La société japonaise n'est donc pas entrée directement dans l'ère du multiculturalisme. Les réformes effectuées depuis 1989 ont en fait modifié les statuts d'admission et ont créé une classification des immigrants ressemblant étrangement à une catégorisation ethnoraciale. Il existe donc implicitement une hiérarchie entre les différents groupes d'étrangers, avec à son sommet les immigrants Coréens et Chinois issus de la colonisation et leurs descendants, appelés *zainichi* et ayant droit à un statut légal plus solide. En seconde place, on retrouve les *nikkeijin*, ayant accès à un visa spécial pour la famille leur permettant ainsi d'avoir plus facilement accès à du travail. Ensuite les Occidentaux, puis au bas de la hiérarchie, les étudiants, les stagiaires et les *entertainers*. Ces derniers ont peu de droits et sont souvent issues de pays d'Asie en voie de développement²⁰⁹. Par ailleurs, une loi interdit aux étrangers de prendre part à des activités municipales au sein desquelles ils pourraient exercer une autorité administrative ou qui leur permettraient d'influencer l'opinion publique. En effet, les dirigeants craignent la perte de l'identité, de la culture, du mode de vie japonais et ultimement l'éclatement de l'unité nationale. Malgré cette menace que

²⁰⁸ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.213.

²⁰⁹ Hwaji Shin. "Colonial Legacy of Ethno-racial Inequality in Japan". *Theory and Society*. vol.39, nos.3-4, 2010, pp.337-338.

représente l'immigration, plusieurs se doutent qu'il s'agit là d'une solution peut-être inévitable au problème démographique.

Les immigrants illégaux, quant à eux, font face à de nombreuses barrières en plus de risquer d'être déportés. Ils n'ont pas accès à l'assurance-maladie nationale et doivent en conséquence payer le plein prix pour leurs soins de santé. La présence de ces sans-papiers fait naître aussi au sein de la population japonaise une peur non fondée selon laquelle ils seraient des criminels potentiels venant contaminer leur société supposément sécuritaire et sans crime. Les médias n'aident en rien en présentant avec éclat les crimes commis par des étrangers. Selon un sondage national, les résidents Japonais seraient d'avis que 26% des crimes commis sont perpétrés par des immigrants alors que la réalité est tout autre. En effet, seulement 1% des crimes les impliquent²¹⁰. Ce type de perceptions fait en sorte que les autorités préfèrent accepter les immigrants d'origine japonaise, peu importe leur niveau d'éducation, les croyants plus fiables et honnêtes que les autres²¹¹.

En fait, aucune des institutions publiques, telles les gouvernements locaux, le Bureau d'immigration, les écoles, les entreprises, les hôpitaux ou la police ne sont capables d'accommoder les étrangers ou de les aider à avoir accès aux ressources, si bien que nombre d'entre eux se font alors manipuler par la pègre japonaise. De plus, les positions plus conservatrices du pays maintiennent l'idée qu'il ne faudrait qu'accepter des travailleurs étrangers qualifiés et bien éduqués et ayant déjà reçu une bonne formation dans leur pays d'origine afin de maintenir le haut niveau de la main-

²¹⁰ Sean Richey. "The Impact of Anti-Assimilationist Beliefs on Attitudes toward Immigration". *International Studies Quarterly*, vol. 54, no.1, March 2010, p.202.

²¹¹ Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.213

d'œuvre japonaise et d'éviter à la nation d'avoir à payer pour l'acquisition de leurs compétences²¹².

La nationalisation des immigrants

C'est en 1899, à la suite de la première guerre sino-japonaise, par crainte d'une immigration chinoise massive, que le Japon adopta le « principe de sang» (*jus sanguinis*) au lieu du «principe de la patrie» (*jus soli*) dans la détermination de la citoyenneté²¹³. Jusqu'à ce jour, le gouvernement a fait peu de choses pour améliorer la situation par rapport au respect des droits des immigrants. Très peu d'entre eux ont obtenu la citoyenneté, voire même le statut de résident permanent, ce qui leur permettrait de jouir de droits et de protections minimales. La raison pour laquelle les immigrants n'obtiennent presque jamais la nationalisation est celle justement du *jus sanguinis*²¹⁴. Seuls les descendants d'origine japonaise peuvent généralement obtenir la nationalité et il n'est pas possible d'avoir la double nationalité. La citoyenneté est difficile à obtenir pour un étranger, car cela implique une quantité incroyable de documents, assez pour en décourager plus d'un. De plus, pour pouvoir obtenir la citoyenneté japonaise, il faut être âgé d'au moins 20 ans, y vivre depuis au moins cinq ans, être capable, si nécessaire, de supporter sa famille financièrement et être prêt à renoncer à son ancienne citoyenneté. Il faut également respecter la Constitution japonaise et avoir un comportement exemplaire. Pour s'en assurer, des représentants du gouvernement peuvent, s'ils le jugent nécessaire, questionner les

²¹² Yoshio Sugimoto. *An Introduction to Japanese Society*. 2010, p.214.

²¹³ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.159.

²¹⁴ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.17.

voisins et les collègues de travail afin d'évaluer le caractère moral du demandeur²¹⁵. De plus, les fonctionnaires du ministère de la Justice se donnent le droit de décider sans trop d'objectivité qui sont les candidats qui satisfont aux critères pour obtenir la citoyenneté. En effet, certains d'entre eux se la voient refusée, malgré le fait que tous les documents requis soient conformes, sous prétexte que l'individu n'a pas su bien se comporter moralement ou démontrer une assez forte assimilation culturelle²¹⁶.

Or, selon le ministère de la Justice, la Loi sur la nationalité a été modifiée de sorte que, depuis janvier 2009, toute personne dont la filiation a été reconnue par son père, de nationalité japonaise, est en mesure d'acquérir la citoyenneté, et ce, même si les parents ne sont pas mariés, en remplissant simplement un formulaire²¹⁷. Si les liens du sang sont un critère de citoyenneté, il s'agit bien là d'un obstacle majeur pour les étrangers qui tentent d'obtenir la nationalité nippone. Les immigrants entrent seulement en tant que résidents de courte durée et ne peuvent obtenir la résidence permanente qu'après dix ans de « bon comportement »²¹⁸. De plus, les conjoints ou les enfants de Japonais ou de résidents permanents doivent demeurer trois ans au Japon afin d'obtenir leur statut de résidence permanente. Avant 1998, les étrangers devaient y demeurer de manière continue 20 ans pour obtenir ce statut²¹⁹. En outre, les résidents permanents n'ont pas le droit de vote, car le Parti Libéral Démocrate s'y oppose fortement. Leur accorder ce droit permettrait aux individus qui

²¹⁵ Kristin Surak. "Convergence in Foreigners' Rights and Citizenship Policies? A Look at Japan". *International Migration Review*, vol.42, no.3, Autumn 2008, p. 564.

²¹⁶ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.17.

²¹⁷ Peng Er Lam. "Internationalisation and Immigration: Coping with the Aging Population Problem in Japan". *East Asian Policy*, vol.1, no.3, 2009, pp.79-80.

²¹⁸ *Ibid.*, p.80.

²¹⁹ Atsushi Kondo. "The Development of Immigration Policy in Japan". *Asian and Pacific Migration Journal*. vol.11, no. 4, 2002, p. 420.

n'appartiennent pas à l'ethnicité japonaise de jouer un rôle plus actif au sein de la société et ainsi potentiellement remettre en question ses idéaux²²⁰.

Les opinions de l'élite sur l'immigration

Le fait que la majorité de la population non japonaise du pays vit en marge de la société et de sa culture renforce l'idée que les Japonais sont un peuple homogène et que leur complexité sur le plan social et professionnel rend les étrangers d'autant plus incapables de s'y intégrer. Cette attitude mène à plusieurs formes de racisme et à une insensibilité dans le traitement des minorités. Un exemple probant de ce type d'attitude est celui d'un ancien ministre de la Justice qui déclara que les prostituées, comme les Afro-américains, causaient la ruine de certains quartiers²²¹.

Ainsi, la question de la citoyenneté et de l'immigration en général est un sujet délicat à aborder. Bien que des auteurs défendent les droits des immigrants et souhaitent que le Japon surmonte les idées préconçues d'une nation ethniquement et culturellement homogène, d'autres penseurs, comme le professeur de droit de l'Université Nihon, Momochi Akira, affirme que le sang japonais est un élément essentiel, mais non exhaustif, comme condition d'obtention de la citoyenneté et une relation étroite avec le territoire japonais et sa société sont également des critères importants, car autrement, il craint que des enfants puissent y être admissibles frauduleusement. Il pousse encore plus loin en disant que des politiques de naturalisation permissives pourraient être une cause majeure de la destruction de la

²²⁰ Michael Strausz. "Japanese Conservatism and Integration of Foreign Residents". *Japanese Journal of Political Science*. vol.11, no.2, August 2010, p.246.

²²¹ Louis D. Hayes. *Introduction to Japanese Politics*. 2005, p.150.

société japonaise²²². Hyodo Nisohachi, dans un de ses articles, propose de rapatrier les Japonais qui vivent en marge de la société afin de les réintégrer au marché du travail au lieu d'accepter davantage de travailleurs étrangers. Selon lui, il est impensable que la main-d'œuvre étrangère puisse être l'ultime solution aux problèmes de la société et il lui semble plus logique de remettre le futur du Japon aux Japonais, même à ceux qui ne veulent pas travailler, plutôt qu'à des étrangers²²³. Quant à Shimada, il conclut que l'immigration au Japon est indésirable parce que l'intégration serait difficile, compte tenu du fait qu'il s'agit d'une nation mono-ethnique²²⁴. Komai, lui, affirme qu'à long terme, l'immigration est indésirable, car le Japon a toujours eu une mauvaise réputation quant au traitement des étrangers. Il n'entrevoit donc pas la possibilité d'une coexistence harmonieuse²²⁵. Enfin, l'auteur Nishio Kanji s'opposait également à l'immigration au Japon, car selon lui, l'arrivée massive d'étrangers en provenance de pays en voie de développement créerait une sous-classe, faisant ainsi surgir l'idée de classes dans une société qui en est exempte²²⁶. Il affirmait également que la population immigrante causerait une désorganisation sociale comme elle l'avait fait ailleurs dans le monde. Convaincu de son point de vue, un des chapitres d'un de ses livres s'intitulait *Foreign Workers will Destroy Japan*²²⁷, et il ne s'agissait pas ici d'un problème d'ordre économique, mais plutôt de protection culturelle, car les immigrants étaient perçus comme une nuisance.

²²² Louis D. Hayes. *Introduction to Japanese Politics*. 2005, p.255.

²²³ *Ibid.*, p.256.

²²⁴ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. Roberts. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.26.

²²⁵ *Ibid.*, p.26.

²²⁶ Bernard Bernier and Michel Richard. « *Fûdo* » and « *Jômon* » : *Some Japanese Intellectuals Define Japanese Culture*. 1995, p.224.

²²⁷ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.15.

Ils nourrissaient la violence, amenaient des maladies comme le VIH, nuisaient à la pureté raciale et à la culture japonaise, et s'ils venaient en trop grand nombre, ils ajouteraient un poids démographique sur les ressources limitées du pays²²⁸.

Les politiciens aiment également partager leur opinion sur la question de l'immigration et de l'identité. Nakayama Yoshihiro, un ancien ambassadeur en France, écrivit dans un article intitulé *Bridging the Culture Gap*, qu'après avoir lu des livres occidentaux, il se résignait enfin à l'idée que les Japonais et les étrangers étaient profondément différents²²⁹. Durant un tournoi de Sumo, l'ancien Premier Ministre Aso Taro déclara que le Japon était chanceux d'être une nation unie par une même race, une même langue et une même culture²³⁰. Le chef de l'Agence de la Police nationale a même affirmé que bien que l'internationalisation ait un impact positif sur les politiques et l'économie du pays, elle n'aide en rien à maintenir la paix sociale et que les Japonais craignent de plus en plus pour leur sécurité à cause des crimes commis par des étrangers²³¹. Un autre ancien premier ministre, Mori Yoshiro, affirma que le Japon était une nation divine centrée sur son empereur et utilisa le terme *kokutai*, qui, avant la guerre, signifiait « la politique nationale », mais dans le sens d'une unité mystique entre l'empereur et son peuple²³². De son côté, le célèbre ex-Premier Ministre Nakasone se permit à plus d'une reprise de passer des commentaires sur l'identité et la fierté japonaise. En effet, en 1986, il fit référence au

²²⁸ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.23.

²²⁹ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.201.

²³⁰ David Blake Willis and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan : At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*, 2008, p.315.

²³¹ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.23.

²³² Jennifer Robertson. *A Companion to Anthropology of Japan*. 2005, p.267.

niveau de scolarité des États-Unis, affirmant que les minorités afro-américaines et latines nuisaient à la performance du pays alors que le Japon, grâce à son homogénéité ethnique, lui était supérieur²³³.

Conclusion

Bien que le Japon soit une démocratie depuis plus d'un demi-siècle avec des frontières bien établies, les étrangers ne sont toujours pas considérés comme de futurs citoyens. Le fait de maintenir l'idée que les étrangers ne sont là que de manière temporaire permet au gouvernement de ne pas avoir à leur octroyer plus de services, d'aide et de droits, la réalité des immigrants justifiant des réformes à ce sujet. Les réformes effectuées durant les années 1980 ont fait en sorte que les travailleurs immigrants tendent de plus en plus à s'installer de manière permanente et certains, comme de nombreux *nikkeijin* et autres gens originaires d'Asie, s'installent avec leur famille. Mais un des problèmes persistants est qu'il est difficile pour la population japonaise de cerner les objectifs réels des politiques du gouvernement concernant les travailleurs étrangers et les immigrants. Ces politiques n'ont pas de vision à long terme claire et il est même difficile de savoir qui au gouvernement est responsable de leur mise en place²³⁴. Elles devraient être plus cohérentes et transparentes et devraient prendre en compte l'augmentation des étrangers en sol japonais en modifiant les lois sur la nationalité et en créant davantage de structures permettant une plus grande intégration des immigrants fondée sur l'égalité et la

²³³ Disponible à l'adresse suivante : http://articles.latimes.com/1986-09-27/news/mn-10375_1_nakasone-apologizes-remarks.

²³⁴ Yasuo Kuwahara. "Migrant Workers in the Post-War History of Japan". *Japan Labor Review*. vol.2, no.4, autumn 2005, p.43.

coexistence multiculturelle²³⁵, comme certains gouvernements locaux et certaines ONG tentent de le faire en donnant accès à des cours de langue japonaise et de traduction, à des dépliants et des livrets d'informations, à des services de consultation, à la couverture de soins d'urgence, à des habitations modestes et à une représentation politique limitée par le biais de comités consultatifs²³⁶.

Toutefois, le nationalisme ethnique japonais décourage les décideurs d'avoir une politique d'immigration plus ouverte et généreuse. Certains sont même persuadés que ce n'est pas nécessaire et d'autres vont jusqu'à percevoir l'idée comme une menace. En effet, la croyance en l'unicité et l'exclusivité de la langue, en l'homogénéité de la race et en la pureté culturelle ne fait que renforcer le dévouement aux politiques actuelles. Toutes menaces envers les frontières socioculturelles telles que la langue, la race et la culture sont donc perçues comme une menace envers l'intégrité de la politique japonaise²³⁷. Par conséquent, d'après les normes, le Japon a un taux d'acceptation d'immigrants très bas et n'est pas un havre accueillant pour les réfugiés. En effet, il occupe le dernier rang des trente plus grands pays industrialisés du monde en termes d'acceptation des réfugiés. Entre 1982 et 2001 environ seulement 11% de ceux qui ont demandé ce statut ont été acceptés.²³⁸ De plus, bien qu'à la suite des réformes de 1989, le nombre de *nikkeijin* soit passé à 360 000, depuis la crise de 2008, plusieurs ont perdu leur emploi. N'étant plus nécessaires, on les encouragea même à retourner dans leur pays d'origine. À partir d'avril 2009, le ministère du Travail s'est mis à offrir 300 000 yens pour chaque

²³⁵ Patrick Hein. "Does Ethnic Origin Determine Integration Success? A comparison of Immigration Policies in Germany and Japan". *Asian Ethnicity*. Vol.13, no.2, March 2012, p.183.

²³⁶ Takeyuki Tsuda. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration*. 2006, p.20.

²³⁷ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.120.

²³⁸ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.276.

adulte qui accepterait de quitter le pays ainsi que 200 000 yens supplémentaires pour chaque individu à charge, à condition qu'ils ne reviennent pas²³⁹. Ainsi, le Japon semble incapable de surmonter cette contradiction qu'est la tentative d'internationalisation et d'ouverture du pays aux immigrants et le désir de conserver son unicité et son homogénéité, un désir inculqué dès l'entrée à l'école, renforcé par les médias et le milieu du travail. L'aspect le plus apparent de cette contradiction se trouve au sein des politiques d'immigration restrictives et toutes leurs tentatives de réformes qui ne semblent pas changer la situation et qui ne risquent pas de le faire d'ici les 20 ou 30 prochaines années si les mentalités ne changent pas.

²³⁹ Patrick Hein. "Does Ethnic Origin Determine Integration Success? A comparison of Immigration Policies in Germany and Japan". *Asian Ethnicity*. Vol.13, no.2, March 2012, p.177.

Conclusion

Le sentiment et l'ardeur nationale aujourd'hui ressentis par le peuple japonais sont relativement récents, car jusqu'à la toute fin du XIXe siècle, les individus se sentaient davantage attachés à leur région ou à leur province (*han*), qu'au pays en tant que tel. Mais le désir de changements des grandes élites de l'époque permit d'encourager et de récupérer les mouvements de masse et des élites locales afin de poursuivre leurs objectifs. La propagation de ce nouveau nationalisme étatique a donc pu tirer parti de la fierté, des traditions et des ressources locales dans les efforts visant à construire un Japon fort. Ainsi, la bataille pour la nation fut une bataille pour l'hégémonie par laquelle une partie de la population prétendit parler au nom de toute la nation. Au Japon, ces élites super-patriotiques, comme mentionné par Barth, tentèrent de codifier les idiomes de l'identité en s'appuyant sur une tradition nativiste et ancienne teintée de mysticisme, visant à définir la nation japonaise afin d'étendre leur pouvoir, de calmer les dissensions domestiques et de faire face aux menaces étrangères²⁴⁰. Des réformateurs, des samouraïs mécontents et des élites locales se sont néanmoins organisés et ont exigé des changements et des projets de réformes afin de modifier les structures existantes.

Tout comme Anderson affirme dans *L'imaginaire national*, que le nationalisme est construit et issu de la modernité, la « japonicité », si farouchement défendue par le gouvernement et ses politiques restrictives encore aujourd'hui, n'est en fait qu'une fabrication du tout premier gouvernement moderne japonais de l'ère

²⁴⁰ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.85.

Meiji, créé en 1868. En effet, le Japon est un des pays où l'homogénéité culturelle est la plus importante, mais elle est le résultat d'une généralisation et d'une diffusion d'une langue standardisée au milieu du XIXe siècle et de valeurs confucéennes et shintoïstes par l'entremise du système d'éducation²⁴¹, de son Rescrit et des médias. Cette dissémination d'une langue et d'une pensée communes tout au long de la période d'avant-guerre s'étendit au-delà du milieu éducatif et s'inséra dans toutes les sphères de la vie des Japonais, sociale comme professionnelle.

Cependant, la défaite de 1945 bouleversa les structures étatiques à la suite de l'instauration d'une démocratie sous l'occupation américaine. Une période d'autocritique et de renoncement des anciens symboles patriotiques et militaristes eut lieu. Mais grâce à un profond désir de la part des dirigeants à maintenir une fierté identitaire et grâce à une remontée économique impressionnante à partir de 1955, le courant du *nihonjinron*, connu un essor important. Ainsi, savoir ce qui définit et caractérise le peuple japonais de manière unique était devenu une sorte d'obsession pour un nombre important d'intellectuels et les acteurs étatiques l'encourageaient afin de renforcer et de justifier plusieurs de leurs politiques. Comme l'affirme Barth, cela permit, grâce à des modifications apportées aux idiomes identitaires, de maintenir les frontières culturelles entre les Japonais et les autres. Par conséquent, les médias, les maisons d'éditions et les journaux participèrent à la propagation de ce courant si bien que les modes de pensée fondées sur les lectures du *nihonjinron* pouvaient être considérés comme une forme de nationalisme passif²⁴², voir une

²⁴¹ Bernard Bernier and Michel Richard. « *Fûdo and Jômon : Some Japanese Intellectuals Define Japanese Culture* ». 1995, p.244.

²⁴² Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.196.

« religion civile »²⁴³. Les valeurs idéales portaient donc essentiellement sur l'harmonie sociale, l'interdépendance, le conformisme, le consensus, l'importance de la hiérarchie et le respect qui en découlait, l'appartenance au groupe et la place centrale qu'il occupait dans la vie de chaque individu. Elles s'appliquaient partout : à la maison, dans la rue et dans le milieu de travail. Selon ce discours, c'est ce qui faisait l'efficacité de cette communauté japonaise imaginée et c'est ce qui la rendait unique, et ce, encore aujourd'hui. Il faut noter ici que, bien que l'harmonie et le consensus soit des valeurs idéales partagées, elles n'ont pas été présentes à toutes les époques de l'histoire du Japon : pensons à la période dite du « pays en guerre » (du XVe au XVIe siècles), aux affrontements entre diverses factions dans l'armée et aux assassinats politiques de 1930 à 1936, aux emprisonnements pour opinions politiques entre 1935 et 1945, etc.

Ainsi, bien que d'importants changements et questionnements se fassent sentir depuis les trente dernières années au sein de la société japonaise, comme par exemple, le vieillissement de la population, l'émancipation des femmes, la crise économique et les divergences entre les générations, l'hégémonie de ce modèle social tire sa force du fait qu'il s'insère dans la vie de tous les jours²⁴⁴ et que pour l'instant, personne n'est capable de promouvoir un autre modèle culturel fort qui gagnerait un large appui de la population. Cela est surtout dû au fait que les intellectuels du *nihonjinron* produisent de très nombreux ouvrages, jetant ainsi les

²⁴³ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.104.

²⁴⁴ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.196.

règles d'un comportement que le gouvernement transforme en idéologie toute puissante et que le monde corporatif met en pratique²⁴⁵.

L'homogénéité culturelle relative qui en découle est aussi possible grâce à un autre élément central défendu par le *nihonjinron*, celui de l'homogénéité ethnique. Ces deux formes d'homogénéité, profondément interdépendantes, selon ce courant, vient justifier la mise en place et le développement des politiques d'immigration japonaise jusqu'à maintenant. En effet, si l'on se fie à ce que signifie la « japonicité », une grande partie de la population fonde son identité et l'identité des autres membres de la nation sur deux critères simples: les caractéristiques raciales et ethniques, comme le sang et la langue. Les valeurs telles que la liberté politique, la démocratie, les droits civils, la dignité humaine, l'égalité ne sont que superficiellement superposées aux sentiments primordiaux plus profondément ancrés énoncés dans le *nihonjinron*, ce qui exclut les Coréens et les autres minorités. Le nationalisme japonais se définit comme suit : origine japonaise = citoyenneté japonaise = harmonie sociale, mais cela produit également une équation opposée, traits physiques ou nom non-japonais = étranger = perturbation sociale²⁴⁶. Par ailleurs, ce degré d'attachement à une forme d'identité nationale dénote un certain conservatisme, voire parfois extrême, menant à l'expression de sentiments xénophobes. Cette méfiance et ce conservatisme ne seraient pas aussi prononcés si ce n'était du rôle important des médias dans cette affaire. En effet, ces derniers sont loin de refléter la réalité, structurant plutôt une réalité tout autre qui finit par influencer, à divers degrés,

²⁴⁵ Harumi Befu. *Hegemony of Homogeneity*. 2001, p.81.

²⁴⁶ Brian J. McVeigh. *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. 2004, p.270.

la formation de l'opinion publique²⁴⁷. De nombreux médias dépeignent les immigrants comme une menace pour l'ordre public, parlant de délinquance et de violence urbaine. Sous la pression concurrentielle, ils peuvent véhiculer des discours simplifiés et ne retenir que les aspects sensationnalistes de la question de l'immigration.

Or, à la suite de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement n'accordait aucune protection aux étrangers selon la loi japonaise puisqu'ils n'en possédaient plus la nationalité, celle-ci leur ayant été retirée. Cette « discrimination rationnelle »²⁴⁸ fondée sur la nationalité en faisait des citoyens de seconde zone. Leur existence était en quelque sorte ignorée par les autorités et ce comportement eut un effet négatif sur la société nippone en la rendant moins encline à leur accorder une place légale. Tout ceci ne fit que renforcer la croyance selon laquelle le Japon est une nation mono-ethnique et tout particulièrement durant la période de haute croissance économique et ceci malgré la présence, entre autres, de centaines de milliers de Coréens en sol japonais. Toutefois, l'économie internationale du Japon rend impossible le maintien des frontières fermées. En effet, depuis les années 1980, de nouvelles vagues d'immigration en provenance d'autres contrées ont diversifié le visage du Japon qui, connaissant une période d'essor économique et s'imposant sur le marché international, devenait une destination attirante pour de nombreux travailleurs d'Asie et d'ailleurs. Ce nombre important d'étrangers, toujours en augmentation, mena à la création de plusieurs mouvements de travailleurs immigrants et cela généra de l'inquiétude auprès de la population.

²⁴⁷ SOPEMI. *Perspectives des migrations internationales*. 2010, p.160.

²⁴⁸ Mike Douglass and Glenda S. Roberts, eds.. *Japan and Global Migration : Foreign Workers and the Advent of Multicultural Society*. 2003, p.48.

En conséquence, tous ces changements ont pour effet qu'en se diversifiant, la société japonaise éprouve davantage de difficultés à maintenir son unité nationale. Les vieilles stratégies utilisées faisant la promotion du nationalisme culturel basé sur l'idéologie de l'homogénéité rendent difficiles l'intégration des nouvelles et des anciennes minorités. La peur d'admettre que la société japonaise est multiethnique renforce sa volonté de croire à son homogénéité ethnique et culturelle. L'intolérance issue de cet ethnocentrisme mène directement à des politiques et à des pratiques sociales discriminantes, comme les manifestations hebdomadaires contre les Coréens résidant au Japon à qui on reproche trop de privilèges. C'est la droite radicale qui défend cette position et qui instille la peur des étrangers. L'État exacerbe cette crainte en donnant une image de traîtres aux étrangers qui travailleraient à l'encontre des objectifs nationaux²⁴⁹. Les élites sont donc en grande partie responsables de leur marginalisation afin de répondre à leurs propres intérêts politiques (renforcement de l'identité japonaise) et économiques (main-d'œuvre bon-marché)²⁵⁰. C'est pourquoi nous croyons que le maintien d'une identité nationale forte rend les politiques d'immigration japonaises strictes et contraignantes. Or, dans un contexte de mondialisation et de migrations de populations, le Japon deviendrait une société multiculturelle plus fonctionnelle, si, entre autres, les médias prenaient la responsabilité de créer une image plus positive des étrangers et si les écoles encourageaient également la diversité en développant une meilleure tolérance envers les immigrants. Ainsi, une plus grande ouverture à l'immigration forcerait la société

²⁴⁹ Yasuo Kuwahara. "Migrant Workers in the Post-War History of Japan". *Japan Labor Review*. vol.2, no.4, Autumn 2005, p. 56.

²⁵⁰ David Blake Willis and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan: At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*, 2008, p.326.

japonaise à se confronter dans ses valeurs les plus profondes. L'augmentation de la diversité ethnique pousserait à une remise en question de ce qu'est la « japonicité » autant dans son contexte historique que contemporain.

Mais est-ce que les avancées technologiques et une remontée du taux de natalité pourraient suffire à maintenir les politiques d'immigration sans que le Japon ne s'ouvre davantage? Seul l'avenir nous le dira. Mais une certitude demeure, l'attachement identitaire des Japonais pèsera lourd dans ces prises de décisions.

Bibliographie

Livres

- Anderson, Benedict. *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte, 2002, 212 pages.
- Azuma, Hiroki. *Génération Otaku : les enfants de la postmodernité*. Paris : Hachette Littérature, 2008, 189 pages.
- Barth, Frederick. « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Poutignat, P. et J. Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris : PUF, 1995, pp.203-349.
- Befu, Harumi. *Hegemony of Homogeneity : An Anthropological Analysis of "Nihonjiron"*. Melbourne : Trans Pacific Press, 2001, 181 pages.
- Befu, Harumi. *Japan, an Anthropological Introduction*. San Francisco : Chandler Pub. Co., 1971, 210 pages.
- Benner, Erica. « Japanese National Doctrines in International Perspective » in Shimazu Naoko, ed., *Nationalisms in Japan*, New York : Routledge, 2006, pp.9-40.
- Bernier, Bernard. *Le Japon au travail*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 251 pages.
- Bernier, Bernard. « Young Women ». in Bernard Bernier and Hiroshi Itoh. *Japanese Youth in the Conservative Elite Society: Essays on the Liberal Young Super-Achievers*. New York : Edwin Mellen Press, 2015, 268 pages.
- Cervone, D. and Y. Shoda, eds. . *The Coherence of Personality: Social-Cognitive Bases of Consistency, Variability, and Organisation*. New York : Guilford, 1999, pp.242-301.
- Chambers, Veronica. *Kickboxing Geishas : How Modern Japanese Women are Changing their Nation*. New York : Free Press, 2007, 288 pages.
- Doak, Kevin M. . *A History of Nationalism in Modern Japan: Placing the People*. Leiden, Netherlands : Brill Pub. Co., 2007, 292 pages.
- Doï, Takeo. *Le jeu de l'indulgence. Étude de psychologie fondée sur le concept japonais d'amae*. Paris : L'Asiathèque, 1988, 133 pages.
- Douglass, Mike and Glenda S. Roberts, eds. . *Japan and Global Migration, Foreign Workers and the Advent of a Multicultural Society*. Honolulu : University of Hawai'i Press, 2003, 306 pages.

- Dourille-Feer, Évelyne. *L'économie du Japon*. Paris : La Découverte, 2005, 123 pages.
- Dufourmont, Eddy. *Histoire politique du Japon (1853-2011)*. Pessac : Presses universitaires de Bordeaux, 2012, 459 pages.
- Flouzat, Denise. *Japon, éternelle renaissance*. Paris : PUF, 2004, 413 pages.
- Fukutake, Tadashi. *The Japanese Social Structure : Its Evolution in the Modern Century*. Tokyo : University of Tokyo Press, 1989, 232 pages.
- Goodman, Roger and David Philips, eds. . *Can the Japanese Change their Education System ?* Oxford, UK : Symposium Books, 2003, 181 pages.
- Hayashi, Mizue *et al.* . *Des Japonaises*. Paris : Éditions des femmes, 1987, 238 pages.
- Hayes, Louis D. . *Introduction to Japanese Politics*. 4th ed. Armonk, New York: M.E. Sharpe, 2005, 395 pages.
- Hendry, Joy. *Understanding Japanese Society*. New York : Routledge, 2003, 265 pages.
- Inoguchi, Takashi. *Japanese Politics, an Introduction*. Melbourne, Australia : Trans Pacific Press, 2005, 235 pages.
- Jackson, Keith and Miyuki Tomioka. *The Changing Face of Japanese Management*. New York : Routledge, 2004, 260 pages.
- Kamata, Hideo. *Les Japonais ne sont pas ceux que vous croyez....* Paris : Ellebore, 1993, 319 pages.
- Kelly, William W. and Merry I. White. « Students, Singles, Seniors and Strangers: Transforming a Family-Nation» in Peter J. Kazenstein and Takashi Shiraishi, eds., *Beyond Japan : The dynamism of East Asian Regionalism*, Ithaca, NY. : Cornell University Press, 2006, pp.63-82.
- Kingston, Jeff. *Japan's Quiet Transformation. Social Change and Civil Society in the Twenty-first Century*. London : Routledge, 2004, 358 pages.
- Kosaku, Yoshino. *Cultural Nationalism in Contemporary Japan*. New York : Routledge, 1992, 270 pages.
- Leclercq, Jean-Michel. *Éducation et société au Japon*. Paris : Éditions Anthropos, 1984, 191 pages.
- Lie, John. *Multiethnic Japan*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2001, 241 pages.

- Lu, David J. *Inside Corporate Japan : The Art of Fumble-free Management*. Stamford, CT. : Productivity Press, 1987, 249 pages.
- Mathews, Gordon and Bruce White. *Japan's Changing Generations : Are Young People Creating a New Society*. New York : Routledge, 2004, 206 pages.
- McVeigh, Brian J. . *Nationalisms of Japan : Managing and Mystifying Identity*. Toronto : Rowman and Littlefield, 2004, 311 pages.
- Mouer, Ross and Yoshio Sugimoto. *Images of Japanese Society, a Study in the Social Construction of Reality*. London : Kegan Paul International, 1990, 552 pages.
- Nakane, Chie. *La société japonaise*. Paris : Armand Colin, 1974, 199 pages.
- Reischauer, Edwin O. *The Japanese Today, Change and Continuity*. Cambridge, Mass. : The Belknap Press of Harvard University Press, 1995, 459 pages.
- Robertson, Jennifer, ed. . *A Companion to the Anthropology of Japan*. Oxford, UK : Blackwell Pub. Ltd., 2005, 518 pages.
- Shipman, M. D. *Education and Modernisation*. London : Faber and Faber, 1971, 276 pages.
- Simon, Gildas. *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris, Armand Colin, 2008, 255 pages.
- SOPEMI. *Perspectives des migrations internationales*. Paris : OCDE, 2010, 300 pages.
- Sugimoto, Yoshio. *An Introduction to Japanese Society*. 3rd ed. Cambridge, UK : University Press, 2010, 345 pages.
- Takii, Kazuhiro and David Noble. *The Meiji Constitution: The Japanese Experience of the West and the Shaping of the Modern State*. Tokyo : International House of Japan, 2007, 196 pages.
- Tipton, Elise K. *Modern Japan : A Social and Political History*. New York : Routledge, 2008, 297 pages.
- Toshiaki, Okubo. *Kindaishi Shiryô* (Documents d'histoire moderne). Tokyo : Yoshikawa Kobunkan, 1965, 447 pages.
- Tsuda, Takeyuki. *Local Citizenship in Recent Countries of Immigration : Japan in Comparative Perspective*. New York : Lexington Books, 2006, 306 pages.
- Willis, David Blake and Stephen Murphy-Shigematsu. *Transcultural Japan : At the Borderlands of Race, Gender, and Identity*. New York : Routledge, 2008, 368 pages.

Zambeta, Evie. « The Survival of Nationalism in a Globalized System » in Coulby, David et Evie Zambeta, eds., *World Yearbook of Education 2005, Globalization and Nationalism in Education*, London : RoutledgeFalmer, 2005, pp.63-110.

Zielenziger, Michael. *Shutting out the Sun: How Japan Created its Own Lost Generation*. New York : Talese, 2006, 340 pages.

Articles

Adams, Kenneth Alan. « Nihonjinron : *Talking about the Japanese* ». *The Journal of Psychohistory*, vol.27, no.3, Winter 2000, pp.335-346.

Aiden, Hardeep Singh. « Creating the ‘Multicultural Coexistence’ Society: Central and Local Government Policies towards Foreign Residents in Japan ». *Social Science Japan Journal*, vol.14, no.2, 2011, pp.213-231.

Akashi, Junichi. « Japanese Migration Policy in a Transition ». *Asian Review*, no.24, 2011, pp.12-29.

Bernier, Bernard and Michel Richard. « Fûdo and Jômon : Some Japanese Intellectuals Define Japanese Culture » in Association canadienne des études asiatiques, *East Asia Perspectives: Selected articles from the Annual Conferences of the Canadian Asian Studies Association 1991 and 1992*, Montréal : L’Association, 1995, pp.223-245.

Bernier, Bernard. « L’apparition du nationalisme en Occident: les contextes historiques ». *Anthropologie et Sociétés*, vol.7, no.2, 1983, pp.111-129.

Caldararo, Nicolo. « The Concept of the Sustainable Economy and the Promise of Japan’s Transformation ». *Anthropological Quarterly*, vol.76, no.3, Summer 2003, pp.463-478.

Cave, Peter. « *Bukatsudo*: The Educational Role of Japanese School Clubs ». *Journal of Japanese Studies*, vol.30, no.2, Summer 2004, pp.383-415.

Cave, Peter. « Educational Reform in Japan in the 1990s: ‘Individuality’ and other Uncertainties ». *Comparative Education*, vol.37, no.2, 2001, pp.173-191.

Flowers, Petrice R. . « Borderline Japan: Foreigners and Frontier Controls in the Postwar Era, and: Immigration and Citizenship in Japan (review) ». *The Journal of Japanese Studies*, vol.38, no.1, Winter 2012, pp.171-178.

Fuess, Scott M.. « Immigration Policy and Highly Skilled Workers: The Case of Japan ». *Contemporary Economic Policy*, vol.21, no.2, April 2003, pp.243-257.

Hayakawa, Chizuko. « Labor Law and Policy Issues Relating to Foreign Workers in Japan ». *Japan Labor Review*, vol.7, no.3, Summer 2010, pp.19-42.

- Hein, Patrick. « Does Ethnic Origin Determine Integration Success ? A Comparison of Immigration Policies in Germany and Japan ». *Asian Ethnicity*, vol.13, no.2, March 2012, pp.161-185.
- Hou, Kuang-Hao. « Synthesising Gellner, Smith, and Barth: Building a Preliminary Analytical Framework for Exploring the Relationships between Ethnic Groups, Nations, and Nationalism ». *Asian Ethnicity*, vol.14, no.4, 2013, pp.467-474.
- Kalicki, Konrad, Go Murakami and Nicholas A. R. Fraser. « The Difference that Security Makes: The Politics of Citizenship in Postwar Japan in a Comparative Perspective ». *Social Science Japan Journal*, vol.16, no.2, 2013, pp.211-234.
- Kondo, Atsushi. « The Development of Immigration Policy in Japan ». *Asian and Pacific Migration Journal*, vol.11, no.4, 2002, pp.415-436.
- Kuwahara, Yasuo. « Migrant Workers in the Post-War History of Japan ». *Japan Labor Review*, vol.2, no.4, Autumn 2005, pp.25-47.
- Lake, David A. . « Why “isms” are Evil: Theory, Epistemology, and Academic Sects as Impediments to Understanding and Progress ». *International Studies Quarterly*, no.55, 2011, pp.465-480.
- Lam, Peng Er. « Internationalisation and Immigration: Coping with the Aging Population Problem in Japan ». *East Asian Policy*, vol.1, no.3, 2009, pp.78-87.
- Lenard, Patti Tamara. « The ‘Rights’ of Temporary Labour Migrants in Asian States». *Asian Ethnicity*, vol.15, no.2, 2014, pp.157-173.
- Manabe, Kazufumi and Harumi Befu. « Japanese Cultural Identity: An Empirical Investigation of *Nihonjinron* ». *Japan Studien*, no.4, 1993, pp.89-102.
- Morris-Suzuki, Tessa. « Invisible Immigrants: Undocumented Migration and Border Controls in Postwar Japan ». *The Journal of Japanese Studies*, vol.32, no.1, Winter 2006, pp.119-153.
- Murphy-Shigematsu, Stephen. « Ethnic Diversity, Identity and Citizenship in Japan ». *Harvard Asia Quarterly*, vol.6, no.4, Winter 2004, pp.51-57.
- Ogawa, Reiko. « Conceptualizing Transnational Migration of Care Workers: Between “Skilled” and “Unskilled” ». *Asien*, no.124, July 2012, pp.95-114.
- Richey, Sean. « The Impact of Anti-assimilationist Beliefs on Attitudes toward Immigration ». *International Studies Quarterly*, vol.54, no.1, March 2010, pp.197-212.
- Seol, Dong-Hoon and John D. Skrentny. « Why is there so Little Migrant Settlement in East Asia ? ». *International Migration Review*, vol.43, no.3, Fall 2009, pp.578-620.

- Shin, Hwaji. « Colonial Legacy of Ethno-racial Inequality in Japan ». *Theory and Society*, vol.39, nos.3-4, 2010, pp.327-342.
- Shipper, Apichai W.. « Local Citizenship in Recent Countries of Immigration: Japan in Comparative Perspective (review) ». *The Journal of Japanese Studies*, vol.34, no.2, Summer 2008, pp.393-396.
- Strausz, Michael. « Japanese Conservatism and the Integration of Foreign Residents ». *Japanese Journal of Political Science*, vol.11, no.2, August 2010, pp.245-264.
- Surak, Kristin. « Convergence in Foreigners' Rights and Citizenship Policies ? A Look at Japan ». *International Migration Review*, vol.42, no.3, Autumn 2008, pp.550-575.
- Tai, Eika. « Rethinking Culture, National Culture, and Japanese Culture ». *Japanese Language and Literature*, vol.37, no.1, April 2003, pp.1-26.
- Tanno, Kiyoto. « The Economic Crisis and Foreign Workers in Japan: Why Does Japan Treat Migrant Workers as Second Class Citizens ? ». *Japan Labor Review*, vol.7, no.3, Summer 2010, pp.109-126.
- Tezuka, Kazuaki. « Foreign Workers in Japan: Reality and Challenges ». *Japan Labor Review*, vol.2, no.4, Autumn 2005, pp.48-71.
- Thranhardt, Dietrich. « Immigration Challenges in Japan and Germany ». *Asien*, no.124, July 2012, pp.180-197.
- Vogt, Gabriele and Ruth Achenbach. « International Labor Migration to Japan: Current Models and Future Outlook ». *Asien*, no.124, July 2012, pp.8-26.
- Watanabe, Hiroaki. « Concerning Revisions in the Foreign Trainee and Technical Intern System ». *Japan Labor Review*, vol.7, no.3, Summer 2010, pp.43-67.
- Yamada, Masahiko. « The Current Issues on Foreign Workers in Japan ». *Japan Labor Review*, vol.7, no.3, Summer 2010, pp.5-18.
- Yamanaka, Keiko. « Increasing Gaps between Immigration Policies and Outcomes in Japan: The Responsibility of Researchers in International Migration Studies (review) ». *Social Science Japan Journal*, vol.14, no.2, 2011, pp.247-252.
- Yamamura, Eiji. « Perceived Consequences of Immigration in Japan Depend upon Frequency of Contact with Foreigners ». *The Japanese Economy*, vol.39, no.2, Summer 2012, pp.37-48.

Ressources en ligne

- Japan Statistics Bureau. « Chap.2 : Population and Households. Tables 2-14 : Foreign National Residents by Nationality ». In Japan Statistics Bureau. *Japan Statistical Yearbook 2015*. (en ligne). <http://www.stat.go.jp/english/data/nenkan/1431-02.htm>. (consulté le 7 janvier 2015).
- Japan Institute for Labour Policy and Training. « Chap.II Labour Market ». In Japan Institute for Labour Policy and Training ». *Labour Situation in Japan and its Analysis, General Overview 2011-2012*. (en ligne) <http://www.jil.go.jp/english/ljsj/general/2011-2012/chapter2.pdf> (consulté le 5 septembre 2014).
- Landler, Mark and Andrew Horvat. « Nakasone Apologizes to Americans for Remarks ». *Los Angeles Times*. 27 septembre 1986. (en ligne) http://articles.latimes.com/1986-09-27/news/mn-10375_1_nakasone-apologizes-remarks (consulté le 7 janvier 2015).
- Burgess, Chris. Maintaining Identities: Discourses of Homogeneity in Rapidly Globalizing Japan ». *Electronic Journal of Contemporary Japanese Studies*, May 2012. (en ligne) <http://www.japanesestudies.org.uk/articles/Burgess.html> (consulté le 7 septembre 2014).